

# UN SEUL MONDE



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

N° 4 / DÉCEMBRE 2021

Le magazine de la DDC  
sur le développement  
et la coopération

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

3

8

9

## RECHERCHE

Progrès et défis en matière  
de lutte contre la pauvreté

## MYANMAR

Une jeunesse courageuse

14

15

## DÉCOLONISATION DE L'AIDE

Un processus trop lent

## DOSSIER

### RECHERCHE



8

### De nets progrès, mais encore insuffisants

Si des améliorations ont été enregistrées en matière de lutte contre la pauvreté, les défis restent immenses.

12

### Alliances scientifiques pour un développement pertinent

Le programme suisse r4d a déjà financé plus de 50 projets.

14

### Pratiquer la recherche sur un pied d'égalité

Confiance mutuelle et collaboration à long terme sont capitales pour favoriser des partenariats fructueux.

16

### « Moins de concepts, plus de pragmatisme et d'enthousiasme ! »

Entretien avec Marcel Tanner, ancien directeur de l'Institut tropical et de santé publique suisse.

18

### Un engagement aux mille facettes

La DDC encourage depuis longtemps déjà la recherche.

19

### Faits et chiffres

UN SEUL MONDE en ligne :

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)

[www.eine-welt.ch](http://www.eine-welt.ch)

[www.un-solo-mondo.ch](http://www.un-solo-mondo.ch)

[www.one-world-magazine.ch](http://www.one-world-magazine.ch)

*Un seul monde* est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

## HORIZONS

### MYANMAR



20

### L'ère de la confiance est terminée

Au Myanmar, les jeunes font preuve de beaucoup de courage.

24

### Sur le terrain avec...

Mark Häussermann, coresponsable de l'aide humanitaire à Yangon.

25

### En pleine crise, une grande solidarité

Une gynécologue décrit les conditions difficiles dans lesquelles elle travaille.

## DDC



26

### Quand les règles mettent les filles au ban de l'école

Dans les zones rurales d'Éthiopie, les menstruations restent taboues.

29

### Violence à huis clos

Les cas de harcèlement contre les femmes ont augmenté en Jordanie.

32

### Des infirmières bien formées pour améliorer la santé des patients

La Bosnie et Herzégovine renforce le secteur des soins.

## FORUM



34

### L'aide humanitaire en phase d'introspection

Le mouvement Black Lives Matter a relancé le débat sur le racisme structurel dans la coopération au développement.

37

### Un espace de sécurité et de liberté

Carte blanche : la Cambodgienne Bopha Phorn relate la répression continue contre les médias dans son pays.

## CULTURE



38

### Le cinéma tunisien, entre l'Égypte et la France

Depuis le Printemps arabe, la production de films en Tunisie connaît un nouvel essor.

3 Éditorial

4 Périscope

31 Prise de position du Conseiller fédéral Ignazio Cassis

41 Service

43 Coup de cœur avec Nadja Räss

43 Impressum

# LA RECHERCHE FAVORISE UN CHANGEMENT POSITIF ET DURABLE



Ces dernières années, nous avons assisté à une dégradation progressive, mais marquée des valeurs démocratiques. Nous avons aussi été confrontés à des défis de plus en plus urgents en matière de changement climatique et de durabilité. La pandémie de Covid-19 a mis en évidence la fragilité de notre espèce et a eu un impact dévastateur sur la sécurité alimentaire de millions de personnes, plongeant nombre d'entre elles dans la pauvreté.

La Suisse s'est adaptée à cette évolution, en finançant des programmes qui répondent à des problèmes globaux tels que le changement climatique, l'accès à l'eau, la sécurité alimentaire, la santé et la migration, ou en renforçant ce que l'on appelle le nexus entre l'aide humanitaire, la coopération au développement et la promotion de la paix. La recherche, thème du dossier de ce numéro, favorise incontestablement des changements positifs et durables.

Le Myanmar, un pays confronté à de multiples défis, a accompli ces dernières années des progrès considérables en termes de réduction de la pauvreté et de transition vers la démocratie. Cependant, après la prise du pouvoir par l'armée et la crise provoquée par le nouveau coronavirus, le pays s'est retrouvé au bord de l'effondrement économique et de la guerre civile. En tant que responsable de la coopération internationale au Myanmar, je suis directement confronté à la souffrance de la population qui s'est en grande partie opposée à l'intervention de l'armée. La souffrance n'est pas seulement matérielle, mais aussi spirituelle, car les militaires ont volé aux gens leurs rêves d'un avenir meilleur.

Dès le premier jour de la crise, nous avons adapté nos programmes pour continuer à soutenir la population et trouver des stratégies visant à résoudre les conflits. Dans ce numéro, un article donne la parole aux jeunes qui ont vécu les événements tragiques du 1<sup>er</sup> février, tandis que deux témoignages montrent comment les citoyens et les acteurs institutionnels comme la DDC ont réagi à la nouvelle situation.

Au Myanmar, la DDC soutient deux projets qui recourent à des données scientifiques pour résoudre des problèmes concrets. En 2020, l'Union internationale pour la conservation de la nature a lancé, à travers le programme BRIDGE, une initiative qui a pour but de former les différentes communautés vivant le long de la section birmane du fleuve Salouen à la gestion durable du bassin et à la résolution des multiples conflits. Depuis plusieurs années, l'Université de Berne mène un projet qui, grâce à l'utilisation de données GPS, favorise la prise de décisions éclairées ainsi qu'une utilisation plus durable et moins conflictuelle des terres et des ressources naturelles. L'interruption de la collaboration avec les autorités militaires oblige les responsables des deux projets à repenser leur mise en œuvre, sans toutefois remettre en cause leurs objectifs à long terme.

Comme vous le découvrirez dans le dossier de ce numéro, la DDC soutient, en collaboration avec le Fonds national suisse de la recherche scientifique, des universités, les écoles polytechniques fédérales et des institutions multilatérales, différents projets qui contribuent à trouver des solutions innovantes pour améliorer durablement la qualité de vie des populations du Sud. En plus de répondre aux besoins concrets des gens, les projets renforcent leurs capacités et impliquent activement les scientifiques des pays partenaires. Cet effort n'est pas dénué de difficultés, mais il est certainement payant à long terme. C'est la clé du succès de cette approche.

*Giacomo Solari*

*Chef adjoint de la Mission suisse, responsable de la coopération internationale au Myanmar*



© EPFZ/Iwan Hächler

## QUAND L'EAU POTABLE VIENT DU CIEL

(bf) Dans de nombreuses régions du monde, l'eau douce est rare et doit être extraite à grands frais. Raison pour laquelle des chercheurs de l'EPFZ ont mis au point un condensateur destiné aux pays manquant d'eau et plus particulièrement aux pays en développement et émergents. C'est le premier dispositif à extraire l'eau de l'atmosphère sans consommation d'énergie tout au long de la journée, même sous un soleil de plomb. Il fonctionne grâce à une surface autorefroidissante et à un écran spécial contre les radiations. Une plaque de verre à revêtement spécial réfléchit le rayonnement solaire tout en libérant sa propre chaleur, se refroidissant donc automatiquement jusqu'à 15°C en dessous de la température ambiante. Ce nouveau procédé permet d'extraire au moins deux fois plus d'eau par surface et par jour qu'avec les meilleures technologies utilisées jusqu'ici. Dans des conditions idéales, il produit jusqu'à 0,53 décilitre d'eau par mètre carré de surface vitrée et par heure. «Ce volume est proche de la valeur maximale théorique de 0,6 décilitre par heure, impossible à dépasser pour des raisons physiques», explique Iwan Hächler, chercheur à l'EPFZ.

[www.ethz.ch](http://www.ethz.ch) (recherche: *Trinkwasser*)

## UN PREMIER GÉNÉRIQUE CONTRE LE SIDA DESTINÉ AUX ENFANTS

(zs) Bonne nouvelle sur le front du VIH/sida. Un comprimé à l'arôme de fraise a été administré à des enfants infectés par ce virus dans six pays africains (Bénin, Kenya, Malawi, Nigeria, Ouganda, Zimbabwe). Il s'agit de la première version pédiatrique générique d'un antirétroviral clé, qui convient même aux bébés. Selon l'organisation UNITAID, qui améliore l'accès aux médicaments contre le VIH/sida, 1,7 million d'enfants dans le monde vivent avec cette maladie. Or, seule la moitié bénéficie d'un traitement, souvent mal dosé ou difficile à avaler en raison de son goût amer. Quelque 100 000 enfants meurent du sida chaque année. UNITAID et la Clinton Health Access Initiative ont conclu un accord sur les prix avec deux fabricants de génériques pour cette première formulation pédiatrique dispersible du doluté-

gravir. Le coût du traitement annuel s'élève désormais à moins de 120 dollars par enfant, contre 480 auparavant.

[www.unitaid.org](http://www.unitaid.org)

## DES MILLIONS DE FEMMES INDIENNES PLONGÉES DANS LA PAUVRETÉ

(sch) Une équipe de l'Université Azim Premji de Karnataka, en Inde, a étudié comment la première vague de Covid-19 avait affecté les plus pauvres en Inde. Elle constate que le confinement d'avril à mai 2020 a fait disparaître environ 100 millions d'emplois, qui étaient majoritairement occupés par des femmes et de jeunes adultes. De nombreuses familles ont dû réduire leur consommation de nourriture, vendre des objets de valeur ou emprunter de l'argent. Lors de la finalisation du rapport, la deuxième vague venait tout juste de commencer, qualifiée par les scientifiques comme la pire crise humanitaire de l'histoire récente du pays. Ces derniers recommandent plusieurs interventions: étendre la distribution gratuite de nourriture, effectuer des transferts en espèces au plus grand nombre de ménages possible, lancer des programmes d'occupation pour les femmes et augmenter les pensions. Selon les recherches de CNN, la fortune des plus riches entrepreneurs d'Inde a gonflé de plusieurs milliards en 2020. Il apparaît une fois de plus que la pandémie exacerbe les inégalités de revenu à travers le monde.

[www.azimpremjiversity.edu.in](http://www.azimpremjiversity.edu.in) (recherche: *Covid 19, poverty*)

## « UNE LENTEUR INACCEPTABLE »

(zs) Fruits, légumes et protéines restent inaccessibles pour une grande partie des Africains. Près des trois quarts d'entre eux, soit un milliard de personnes, ne peuvent pas s'offrir un régime sain, selon un rapport publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique et la Commission de l'Union africaine. Les prix alimentaires sur le continent comptent parmi les plus prohibitifs au regard d'autres régions affichant un niveau



© Sean Tarran/afaf

## COUP DE CRAYON de Amorim (Brésil)



de développement similaire. «Cela se reflète dans la charge de morbidité élevée associée à la malnutrition maternelle et infantile, à la masse corporelle élevée, aux carences en micronutriments et aux facteurs de risque alimentaires», déclarent les trois institutions. Pour rendre les aliments nutritifs plus abordables, une transformation des systèmes agroalimentaires s'avère nécessaire: «Une vision commune, une direction politique forte et une collaboration intersectorielle efficace, y compris avec le secteur privé, sont essentielles (...).» Pour l'heure, les efforts visant à éradiquer la malnutrition en Afrique sont d'une «lenteur inacceptable». [www.fao.org/home/fr](http://www.fao.org/home/fr) (recherche: Afrique, sécurité alimentaire 2020)

### CAP SUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

(sch) Selon un rapport de l'agence indienne CEEW et du groupe de réflexion Carbon Tracker, la production mondiale d'énergie fossile a atteint son pic. Les pays émergents et en développement jouent un rôle important dans ce tournant. Ils s'appuient de plus en plus sur l'énergie solaire et éolienne, dont les prix ont chuté ces dernières années. La croissance de leur consommation d'énergie

(hormis celle de la Chine) serait déjà largement couverte par les énergies renouvelables. En 2019, près de 90% de la production supplémentaire d'électricité était éolienne et solaire. Les pays dépourvus d'infrastructures énergétiques parviennent de mieux en mieux à investir directement dans le solaire ou l'éolien, sans passer par les ressources nuisibles au climat que sont le charbon, le pétrole et le gaz. La tendance est prometteuse, car, d'ici à 2040, 88% de la demande énergétique supplémentaire proviendra des pays émergents, en particulier de la Chine et de l'Inde. [www.ceew.in](http://www.ceew.in)



© Mont Tokehashi/INVT/Redux/Infir



Neema Mbilinyi, technicienne de recherche à l'Institut international d'agriculture tropicale de Dar es Salaam, en Tanzanie, dilue des échantillons d'ADN de manioc pour détecter la présence de maladies.

© Nichole Sobecki/VII/Redux/laif



# DOSSIER RECHERCHE

---

- DE NETS PROGRÈS, MAIS ENCORE INSUFFISANTS** PAGE 8  
**ALLIANCES SCIENTIFIQUES POUR UN DÉVELOPPEMENT PERTINENT** PAGE 12  
**PRATIQUER LA RECHERCHE SUR UN PIED D'ÉGALITÉ** PAGE 14  
**« MOINS DE CONCEPTS, PLUS DE PRAGMATISME ET D'ENTHOUSIASME! »** PAGE 16  
**UN ENGAGEMENT AUX MILLE FACETTES** PAGE 18  
**FAITS ET CHIFFRES** PAGE 19

# DE NETS PROGRÈS, MAIS ENCORE INSUFFISANTS

La recherche peut jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté et des dégâts environnementaux. La sécurité alimentaire en bénéficie. Elle connaît de grandes avancées, même si les défis restent immenses.

Texte: Christian Zeier

Jamais Lucy Gituamba n'aurait imaginé qu'un petit haricot changerait tant sa vie. Depuis des années, avec les femmes de la coopérative Ushirikiano de Nakuru, au sud-ouest du Kenya, cette enseignante à la retraite plante des légumineuses pour les cuisiner ou les vendre. À l'automne 2019, lorsqu'on leur propose une variété plus riche en fer et en zinc, ces femmes tentent l'expérience. Le manque de fer est l'une des principales causes d'anémie, qui touche particulièrement les femmes enceintes

ou qui allaitent, ainsi que les enfants de moins de cinq ans.

Les femmes de la coopérative participent à des ateliers. Elles apprennent à semer et à cultiver ce nouveau haricot. Deux bonnes années plus tard, le bilan de Lucy Gituamba est clair: «Jamais nous ne reviendrions en arrière.» Avec la variété Nyota, la productivité des surfaces cultivées a pratiquement doublé. Le haricot est en outre plus nourrissant et plus rapide à cuire. À la suite de ces résultats encourageants, il a été adopté par de nombreux habitants de la région, poursuit Lucy Gituamba: «Pour beaucoup, cette innovation signifie une meilleure qualité de vie.»

marché. Destinées pour une large part à l'autoconsommation, les récoltes sont toutefois commercialisées à hauteur de 40% environ en Afrique subsaharienne.

Depuis sa création, PABRA a développé et mis sur le marché plus de 500 nouvelles sortes de haricots. Dans de nombreux pays, la productivité et la sécurité alimentaire ont pu être renforcées grâce à des méthodes écologiques et la production a fortement augmenté. Pour cela, un savoir-faire, un réseau étendu et, surtout, de la recherche s'avèrent nécessaires. Développer une nouvelle variété suppose en premier lieu de sonder les besoins des clients, explique Jean Claude Rubyogo. Ensuite, il s'agit de comprendre ceux des agriculteurs et des agricultrices. Entrent encore en jeu les connaissances sur la culture des légumineuses, l'alimentation, l'économie privée, les systèmes de semences, entre autres.

«Pour apporter des améliorations tout au long de la chaîne de création de valeur, nous générons des savoirs dans chaque domaine, souligne Jean Claude Rubyogo. Notre premier objectif, ce ne sont pas les publications scientifiques, mais des produits concrets, qui sont utiles aux gens.» Une recherche au service du développement: PABRA fait en cela partie d'un mouvement qui, au cours des dernières décennies, a permis de grandes avancées dans le domaine de

## LE CGIAR ET LA SUISSE

Partenariat mondial de recherche agricole, le CGIAR a pour but d'éradiquer la faim, la pauvreté et les atteintes à l'environnement dans le monde. La Suisse, d'une part, contribue au financement général de sa structure (33,1 millions de francs pour la période 2020-21) et, d'autre part, soutient, via des projets spécifiques, la recherche agronomique nationale et le conseil dans des pays prioritaires. Elle encourage les synergies entre les instituts de recherche suisses et les centres du CGIAR. La DDC est membre active du groupe de donateurs européens pour le CGIAR, auquel revient un important rôle de leader stratégique.

## Une recherche fructueuse

Ce constat ne surprend guère Jean Claude Rubyogo, directeur de l'Alliance panafricaine de recherche sur le haricot (PABRA). Si les femmes de la coopérative Ushirikiano ont découvert la variété Nyota, c'est aussi grâce à PABRA. Depuis vingt-cinq ans, ce réseau international réunissant des chercheurs, des instituts nationaux de recherche agronomique ainsi que des organisations partenaires développe pour l'Afrique des variétés de haricots plus nutritives et résistantes. Dans certaines régions d'Afrique de l'Est en particulier, la fève se trouve au cœur de l'alimentation et de l'économie de



la sécurité alimentaire. Les défis à relever demeurent néanmoins de taille.

Dans les années 1960, de nombreux pays en développement ont connu des innovations: techniques agronomiques, engrais, produits phytosanitaires et variétés à haut potentiel de rendement. Cette «révolution verte» a contribué à accroître considérablement la production de denrées dans le monde et à garantir la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Des initiatives et réseaux planétaires tels que le CGIAR, un partenariat mondial de recherche agricole, ont joué un rôle déterminant à cet égard. Depuis 1971, le CGIAR œuvre pour un monde sans faim ni pauvreté ni atteintes à l'environnement. Il compte quinze centres de recherche agronomique renommés ainsi que des antennes locales dans plus de 100 pays. Le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), fondateur de l'alliance PABRA citée plus haut, fait aussi partie de ce réseau.

Cinquante ans après sa création, le CGIAR et ses instituts partenaires peuvent se féliciter de grands succès. Il s'agit, d'une part, d'innovations dans les domaines les plus divers: le suivi de rizières par satellite, qui fournit des données à l'assurance pour les pertes de récoltes, des spécialisations inédites en agriculture, basées sur des méthodes numériques, ou encore la vaccination de bétail pour sauver des cheptels. En outre, de nombreuses denrées alimentaires sont désormais plus nutritives, plus résistantes et présentent un meilleur rendement grâce à la recherche agronomique.

### Au plus près du terrain

Selon une étude de la fondation SOAR publiée en 2020, les quelque 60 milliards de dollars investis depuis 1981 dans la recherche au sein du CGIAR seraient source de bénéfices dix fois plus importants. La population des pays pauvres dispose ainsi d'une offre élargie de pro-

Deux agricultrices de la coopérative Ushirikiano au Kenya: grâce à de nouvelles variétés de haricots, plus nutritives et plus résistantes, leurs moyens de subsistance se sont nettement améliorés.

© CGIAR

duits alimentaires, moins chers. Les taux de malnutrition et de pauvreté sont moindres et l'empreinte écologique de l'agriculture réduite.

Si ces progrès ont été possibles, c'est aussi grâce à la coopération au développement de la Suisse: cette dernière compte parmi les principaux donateurs du CGIAR. Dans le domaine de la recherche et du développement, la contribution à ce partenariat constitue l'engagement le plus important de la DDC pour un projet donné et fait partie d'un portefeuille très diversifié (voir article page 18). Si l'agriculture et la sécurité alimentaire représentent près de 50% des fonds alloués chaque année à la recherche par la DDC, bien d'autres

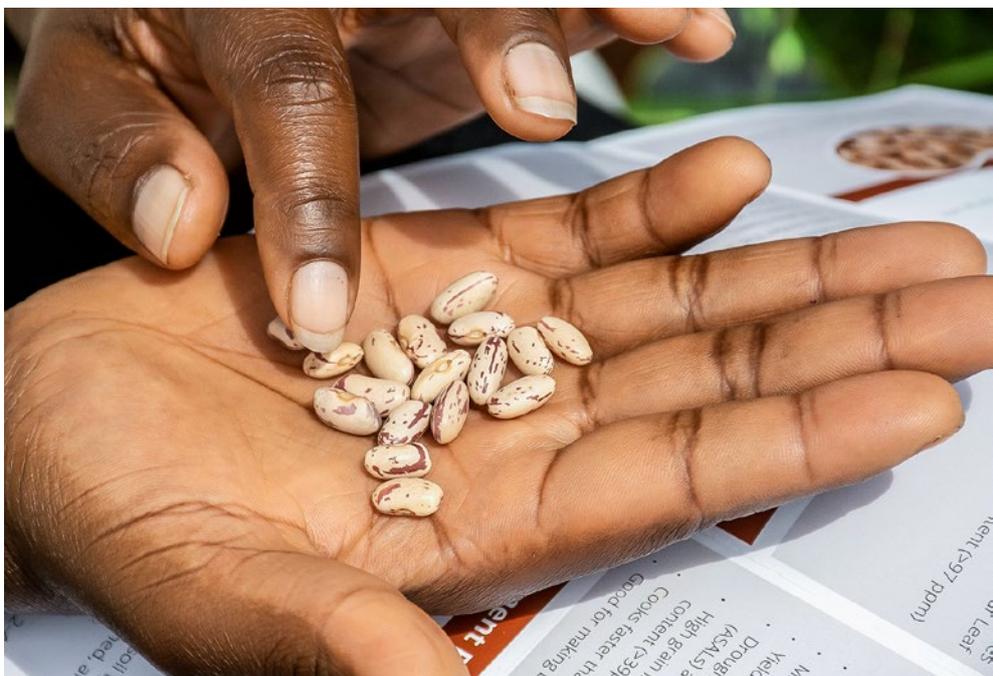
domaines comportent des aspects qui y sont liés: la santé, l'éducation ou encore les questions environnementales et les droits humains.

Pour la DDC, recherche et innovation ne sont toutefois pas une fin en soi, mais des outils pour promouvoir un développement mondial et durable, sans pauvreté. Les résultats recueillis par les chercheurs sont intégrés aux décisions de la Suisse en matière de politique de développement, à celles de ses partenaires ainsi qu'aux programmes, pour une meilleure efficacité, efficacité et durabilité de la coopération au développement.

«Ces dernières années, ces efforts en faveur de la recherche ont permis de nombreuses avancées», commente Nathalie Wyser, conseillère en matière de recherche à la DDC. Or, l'heure n'est pas à l'autosatisfaction: il s'agit de rapprocher toujours plus recherche et besoins concrets de la population. Avec l'Agenda 2030 de l'ONU notamment, la communauté scientifique internationale est appelée à contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable. Ainsi, le programme «Transform» (2020-2030) mettra davantage l'accent sur des projets de recherche adaptés aux besoins qui, pour leur mise en œuvre, impliquent le plus étroitement possible des partenaires du monde politique et de la pratique, originaires des pays en développement.

## Révolution verte: voie sans issue

Dans le domaine de la sécurité alimentaire aussi, l'un des principaux défis est de confronter la recherche à la pratique. «L'immense succès de la révolution verte a consisté à transférer purement et simplement les résultats de la recherche aux agricultrices et agriculteurs, indique Michel Evéquoz, du Programme global Sécurité alimentaire à la DDC. Seule la productivité comptait alors, et les effets néfastes, colossaux, ont longtemps été ignorés.» Force est de constater aujourd'hui que, dans de



Les haricots (ci-dessus), comme le riz (ci-dessous), sont des aliments de base dans de nombreuses régions du monde, d'où l'importance de la recherche dans ces domaines. Ci-dessous, une expérience menée à l'Institut international de recherche sur le riz, aux Philippines.

© CGIAR  
© Robb Kendrick/Cavan Images/laif

nombreuses régions où la famine n'a pas été éradiquée, le modèle de la révolution verte ne prend pas. Si, dans d'autres, la sécurité alimentaire a été atteinte, un lourd tribut a été payé.

La Chine, l'Indonésie, le Sri Lanka ou le Vietnam ont augmenté massivement leur production de riz, mais au prix d'atteintes à l'environnement et d'une érosion de la biodiversité considérables. «Ce genre de pays est de plus en plus confronté à cette question: comment contrer les effets négatifs sans renoncer pour autant à la productivité?», relève Michel Evéquoz.

C'est précisément pour y répondre que le projet Corigap, soutenu par la DDC, a vu le jour. Cette initiative de l'Institut international de recherche sur le riz (IRRI) permet de compenser des rendements insuffisants, tout en réduisant l'empreinte écologique de la production de riz. Au Vietnam, par exemple, les agriculteurs ayant adopté les mesures proposées par le projet ont diminué de 50% l'emploi de pesticides et, dans le même temps, nettement augmenté leurs récoltes et leurs revenus.

«L'urgence climatique nous oblige cependant à aller au-delà de l'optimisa-



tion de l'efficacité en matière de ressources», concède Michel Evéquo. Il est fondamental que la recherche, la production et les consommateurs changent leur regard sur les systèmes alimentaires dans leur ensemble. L'expert en est convaincu: «Les réponses sont à chercher du côté de l'agroécologie.»

## L'avenir sera agroécologique

Ceci explique l'engagement de la Suisse dans le cadre de la Plateforme de partenariat pour la transformation agroécologique (TPP), créée en 2020. Ce partenariat, porté par la DDC, mais aussi la France, l'Union européenne ou encore le CGIAR, promeut le passage à une agriculture agroécologique. Pour simplifier: plutôt que de miser sur une production industrielle et l'unique recherche d'une efficacité maximale, il s'agit d'encourager l'agriculture en harmonie avec des ressources naturelles à préserver sur le long terme.

«Le système alimentaire actuel ne fonctionne pas», insiste Fergus Sinclair,

responsable scientifique du Centre pour la recherche forestière internationale (Cifor) et cofondateur de la TPP. D'abord, certaines populations souffrent toujours de la faim alors que d'autres luttent contre l'obésité. Ensuite, la production de denrées alimentaires est responsable d'un tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre et considérée comme la principale cause d'érosion de la biodiversité. Enfin, l'agriculture industrielle détruit de manière systématique les ressources en eau et en sols, bien qu'elle en dépende.

Selon Fergus Sinclair, il est prouvé que les approches agroécologiques peuvent être au moins aussi productives que l'agriculture conventionnelle, sans pour autant porter durablement atteinte à l'environnement. Mais la volonté politique de mettre rapidement en œuvre les solutions nécessaires fait encore défaut, de même qu'une recherche capable de démontrer quelles solutions agroécologiques fonctionnent dans quel contexte. Contrairement à ceux qui concernent l'agriculture conventionnelle, les budgets de recherche qui

portent sur des systèmes de production durables restent insignifiants. Fergus Sinclair fait néanmoins preuve d'un optimisme prudent: «Nous évoluons assez rapidement dans le bon sens, estime le chercheur. Et, ici, la Suisse ouvre la voie.» ■

[www.pabra-africa.org](http://www.pabra-africa.org)

[www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)

[www.biodiversityinternational.org/alliance](http://www.biodiversityinternational.org/alliance)

<https://corigap.irri.org>

[www.globallandscapesforum.org](http://www.globallandscapesforum.org)  
(recherche: TPP)

### QU'EST-CE QUE L'AGROÉCOLOGIE ?

Concept dynamique, l'agroécologie désigne tant une approche scientifique en matière de recherche, qui considère les écosystèmes alimentaires et agricoles dans leur globalité, qu'un mouvement sociopolitique. De plus en plus, elle est encouragée pour contribuer à une réorganisation des systèmes alimentaires par l'application de principes écologiques à l'agriculture et par la garantie d'un recours pérenne aux ressources naturelles et aux services écosystémiques. Elle répond à la nécessité de mettre en place des systèmes alimentaires socialement justes, dans lesquels la population peut décider de ce qu'elle mange, de la provenance des aliments et de la façon de les produire. L'agroécologie est aujourd'hui un domaine transdisciplinaire qui englobe, de la production à la consommation, toutes les dimensions écologiques, socioculturelles, technologiques, économiques et politiques des systèmes alimentaires.



# ALLIANCES SCIENTIFIQUES POUR UN DÉVELOPPEMENT PERTINENT

Avec le programme r4d, la Suisse a financé plus de cinquante projets de recherche transnationaux en dix ans. À des problèmes planétaires, des réponses les plus diverses : insectes destinés à nourrir des élevages ou algorithme pour l'emploi d'antibiotiques.

(cz) Le problème n'est pas récent et, pourtant, ses conséquences sont graves : trop souvent, des antibiotiques sont prescrits aux enfants malades dans les pays en développement. Il en résulte des résistances et les traitements ultérieurs perdent en efficacité. Le recours excessif aux antibiotiques est aujourd'hui reconnu comme l'un des problèmes de santé majeurs de la planète. Selon les estimations, les affections dues à des germes résistants causent, chaque année, le décès de 700 000 personnes, avec une tendance à la hausse.

Pour contrer cette évolution, des chercheurs suisses associés à des instituts de recherche helvétiques et étrangers ont développé l'algorithme e-POCT. Utilisé comme application sur une tablette, il guide le personnel soignant tout au long de l'examen clinique de l'enfant, aide à l'établissement du diagnostic et détermine si l'administration d'antibiotiques est nécessaire.

## De nombreuses vies sauvées

Le bilan est saisissant. Dans le cadre d'une étude clinique menée par l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH), l'Ikara Health Institute (IHI) de Tanzanie et le ministère de la Santé tanzanien, l'innovation a été testée auprès de quelque 3000 enfants de moins de cinq ans. Résultat : au lieu de quelque 90% habituels, seuls 11% des enfants ont été soignés par antibiotiques. Là où l'e-POCT a été utilisé, l'évolution clinique était même globalement meilleure. Une étude pilote réalisée récemment avec, pour la première fois, des enfants jusqu'à 14 ans et une version plus élaborée de l'algorithme, e-POCT+, a

livré des résultats positifs. Ce projet en est la preuve : la recherche peut directement sauver des vies.

Ces progrès ont été rendus possible notamment grâce au soutien de la DDC. Le-POCT compte parmi les 57 projets de recherche en partenariats transnationaux menés dans le cadre du programme suisse r4d pour étudier des questions de portée mondiale en lien avec le développement. Lancé en 2012, le programme est financé par la DDC et le Fonds national suisse.

Selon Claudia Zingerli, responsable du programme pour le Fonds national suisse, le bilan, au bout de presque dix ans, est positif. «L'ampleur du soutien offert était exceptionnelle, confie-t-elle. Et la diversité des projets encouragés tout aussi impressionnante.» Au total, plus de 290 personnes ont bénéficié de contributions et mené des recherches dans plus de 50 pays, parfois au sein de grandes équipes. Quand il ne s'agissait pas de mises au concours sans restrictions thématiques, l'accent portait sur les conflits sociaux, l'emploi, la sécurité alimentaire, les écosystèmes et la santé publique.

«Les projets soutenus se distinguent par leur qualité scientifique et leur pertinence pour le développement», ajoute Claudia Zingerli. Outre les projets associés à des pays précis, la recherche transnationale, dans son effort de développer des solutions pour les contextes les plus divers, fait l'objet d'une attention particulière.

Deux exemples l'illustrent bien : dans le cas du projet «Insects as Feed in West Africa», des chercheurs du Ghana, du

Bénin, du Burkina Faso et du Togo ont démontré que les larves de mouches et de termites constituaient une source de protéines économiquement, socialement et écologiquement acceptable pour les élevages de volailles et de poissons de petites exploitations agricoles d'Afrique de l'Ouest. Aux Philippines, pour le projet «Cocoboards», la Haute école spécialisée bernoise a développé, avec le soutien de la DDC, la production de panneaux de fibre de coco à l'aide de résidus de récoltes. Disponibles et peu coûteuses, les matières premières peuvent être utilisées pour des ouvrages légers et offrir ainsi une réponse à la crise du logement.

## Transmettre le savoir : un objectif

Désormais, le recours à l'algorithme e-POCT+ ne se limite plus à la Tanzanie. L'application est aussi testée dans différents projets au Rwanda, au Kenya, en Inde et au Sénégal. Il s'agit d'améliorer l'algorithme et, au final, de convaincre les gouvernements de l'utiliser autant que possible sur l'ensemble de leur territoire, explique Valérie D'Acremont, professeure associée à la Faculté de médecine du Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV), cheffe de groupe de recherche au TPH et responsable de projets.

Depuis de longues années, la chercheuse a recours à l'e-POCT et collabore avec des pays tels que la Tanzanie ou le Rwanda. «Nous n'avons jamais fini d'apprendre», souligne-t-elle. La mise en œuvre sur place s'accompagne toujours de nouveaux défis. La coopération avec les autorités et les instituts de recherche locaux joue ici un rôle clé,

tout comme les retours réguliers que l'équipe de chercheurs reçoit de la part des groupes d'intérêts impliqués. Par ailleurs, des échanges étroits ont été établis entre les pays: des informaticiens tanzaniens ont ainsi bénéficié de formations continues en Suisse, alors que des collaborateurs suisses ont effectué un séjour prolongé en Tanzanie pour faire avancer le projet.

À long terme, cette technologie devra se passer de tout personnel helvétique: un transfert de savoirs qui correspond bien aux valeurs du programme r4d. C'est pourquoi Valérie D'Acromont et

son équipe épaulent les spécialistes locaux dans le cadre de leur formation et s'appliquent à renforcer la coopération Sud-Sud entre la Tanzanie et le Rwanda. «Si nous voulons nous retirer, il est important que ces pays s'entraident, commente la chercheuse. Nous avons développé l'outil ensemble, maintenant c'est à d'autres de l'utiliser.» Si ce projet devait susciter suffisamment d'intérêt et de soutien, l'idée pourrait bientôt révolutionner les systèmes de santé de nombreux pays africains. ■

[www.insectsasfeed.org](http://www.insectsasfeed.org)

[www.bfh.ch](http://www.bfh.ch) (recherche: Cocoboards)

#### AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Dans le cadre du programme r4d, la DDC et le Fonds national suisse financent la recherche inter- et transdisciplinaire menée en Suisse comme en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Les deux institutions allouent ensemble près de 98 millions de francs à ce programme sur dix ans. Avec deux objectifs: d'une part, réduire la pauvreté et les risques globaux grâce à des connaissances scientifiques; d'autre part, offrir aux décideurs ainsi qu'aux groupes d'intérêts des approches pratiques et holistiques pour répondre aux défis planétaires.

[www.r4d.ch](http://www.r4d.ch)

Échange d'informations entre chercheurs tanzaniens et suisses.

© swisstph



# PRATIQUER LA RECHERCHE SUR UN PIED D'ÉGALITÉ

En matière de recherche, la Suisse s'attache, depuis plus de vingt-cinq ans, à favoriser des partenariats Nord-Sud fructueux et équitables. Confiance mutuelle et collaboration à long terme sont capitales, comme le montre un projet au Cameroun.

Texte: Samuel Schlaefli

Fredy Nandjou grandit au Cameroun. Bien vite, il comprend qu'il lui faudra traverser des frontières pour mener à bien sa carrière. Ses études d'ingénieur le conduiront à Rome et à Paris, puis à Grenoble pour un doctorat en énergétique. Le Laboratoire de la science et de l'ingénierie de l'énergie renouvelable à l'EPFL (LRESE) lui apparaît alors comme la chance d'approfondir ses connaissances dans ce domaine. Sophia Haussener, professeure associée et responsable du laboratoire, l'invite dans son équipe pour un cursus postdoctoral de quatre ans. Ensemble, ils développent une technologie que Fredy Nandjou sou-

haite rapporter dans son pays, grâce à la start-up Soft Power.

Comme dans nombre de pays africains, la plupart des foyers au Cameroun utilisent du bois, du charbon ou du diesel pour cuisiner, chauffer ou éclairer leurs logements. Faute d'autres options, quelque trois milliards de personnes dépendent de ces combustibles, avec des conséquences écologiques et sanitaires désastreuses. Une étude menée en 2019 a établi que les émissions de gaz nocives dues à l'emploi de combustibles fossiles dans des endroits clos seraient responsables de 3,8 millions de décès chaque année, dont 40 % d'enfants.

## Reconnaître les savoirs locaux

Dans ses recherches, Fredy Nandjou imagine une solution. Par électrolyse, l'eau peut être décomposée et l'hydrogène recueilli. Cet hydrogène, aisément utilisable en cuisine, peut être simplement stocké dans des bombonnes. Seul «déchet» résiduel: l'eau. Pour l'électrolyse, gourmande en énergie, l'équipe fait appel à des cellules photovoltaïques. En collaboration avec l'EPFL, la start-up du Camerounais développe actuellement une station pilote pour dix familles, à Douala. La recherche et le développement nécessaires sont financés grâce au programme Tech4Dev de l'EPFL (voir encadré). Si tout se déroule au mieux et que les investisseurs potentiels suivent, mille foyers devraient bénéficier du projet à partir de la mi-2022.

Ethnologue, Fabian Käser est responsable de la Commission pour le partenariat scientifique avec les pays en

développement (KFPE), basée à Berne. Étudier des projets tels que celui de Fredy Nandjou et œuvrer, à l'échelle de toute la Suisse, en faveur d'une recherche transfrontalière fait partie de son travail. La KFPE offre à ses membres une plateforme d'information et les sensibilise à l'importance des partenariats de recherche Nord-Sud. Elle est cofinancée par la DDC depuis vingt-cinq ans.

Comme le souligne Fabian Käser, dans maintes hautes écoles occidentales, la conception prédominante au cours des années 1990 était celle d'experts quittant le Nord pour aller résoudre les problèmes du Sud. «Longtemps, les savoirs locaux, spécifiques au contexte, et le potentiel qu'ils représentaient dans l'élaboration de solutions ont été ignorés.» Depuis sa création en 1994, la KFPE s'est donc donné pour mission de sensibiliser les chercheurs, les hautes écoles et les institutions chargées d'encourager la recherche à une coopération équitable, respectueuse et transfrontalière. À cet effet, elle a défini onze principes dans un guide.

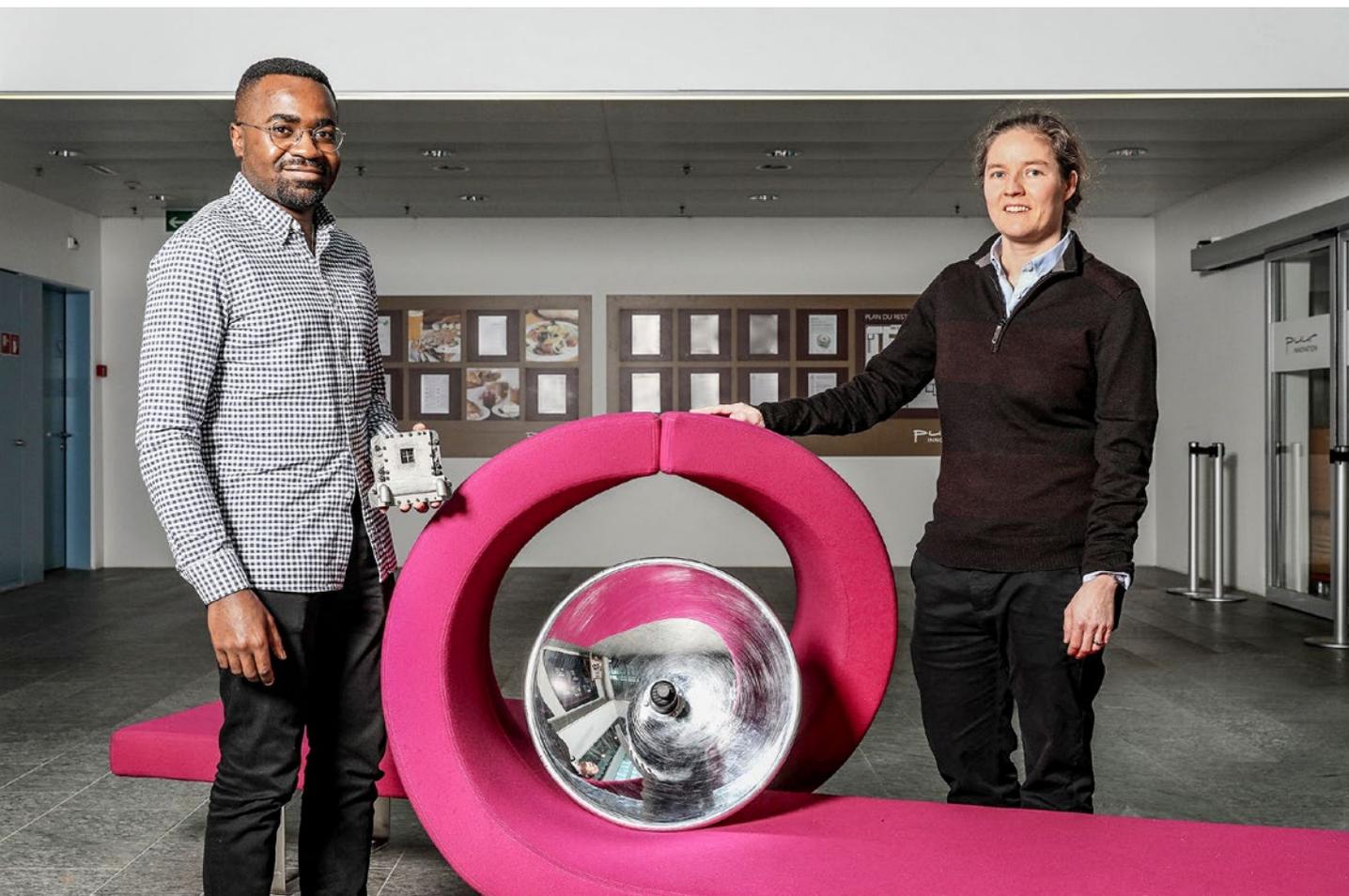
Le premier principe prévoit que l'agenda soit défini d'un commun accord et que toutes les phases d'identification et d'évaluation des questions pertinentes au sein d'un projet de recherche soient menées conjointement. D'autres critères concernent l'interaction avec les parties prenantes, la clarification des responsabilités, l'encouragement de l'apprentissage mutuel et le partage des données.

Dans le cas de la coopération entre la Suisse et le Cameroun, la langue a

## TECHNOLOGIES POUR LE DÉVELOPPEMENT ENCOURAGÉES

Le programme Tech4Dev a été lancé en 2019 à l'EPFL pour encourager la collaboration entre des chercheurs de l'EPFL et des ONG ayant des projets dans le Sud ou encore des universités sur place. En 2020 comme en 2021, le jury a sélectionné quatre projets prometteurs, leur allouant 300 000 francs sur deux ans, dont 40 % au moins doivent être dépensés dans le pays partenaire du Sud. Pour favoriser l'émergence d'entreprises sociales autonomes, les participants bénéficient aussi d'une formation en entrepreneuriat. Le programme est financé par l'EPFL et la DDC chacune à hauteur d'un million de francs par année, sur trois ans (2019-2022).

<https://kfpe.scnat.ch/fr>  
[www.epfl.ch/recherche/tech4dev](http://www.epfl.ch/recherche/tech4dev)  
[www.softpower2020.com](http://www.softpower2020.com)



Fredy Nandjou et Sophia Haussener de l'EPFL présentent leur réacteur à énergie solaire qui produit de l'hydrogène pour cuisiner.

© EPFL

constitué un défi de taille, confie Fredy Nandjou: «Dans notre équipe à Lausanne, tout le monde ne parle pas couramment le français. Au Cameroun, l'anglais de la plupart des collègues est rudimentaire.» La bureaucratie de son pays a aussi été un obstacle important: «Tout à coup, la douane voulait appliquer aux cellules photovoltaïques et aux bombonnes destinées à notre station pilote les mêmes taxes qu'à des marchandises commerciales», rapporte le chercheur. Du jour au lendemain, le matériel est devenu 30 à 50 % plus cher. «Difficile de justifier cela vis-à-vis de nos donateurs à l'EPFL.»

Enfin, il a été compliqué, dans un premier temps, de trouver des partenaires

disposant des connaissances requises pour le projet. «Au Cameroun, notre technologie est à 90 % inconnue.» Fredy Nandjou a donc fait appel à des ingénieurs ayant déjà travaillé dans d'autres pays africains. Grâce aux livres et aux manuels apportés de Suisse pour des ateliers à proposer sur place, il les a aidés à se familiariser avec cette technologie.

### Partenariats solides

Selon Fabian Käser, renforcer les capacités dans le Sud est d'ailleurs l'un des aspects majeurs de ces collaborations transfrontalières. «Pratiquer la recherche sur un pied d'égalité suppose des partenaires solides.» Dans le meilleur des cas, un projet financé par la Suisse permet de consolider des capacités sur la durée. Pour cela, il faut néanmoins des programmes d'encouragement à long terme. Fabian Käser cite en exemple le Centre suisse de recherches

scientifiques en Côte d'Ivoire, mis en place dès les années 1950 et au sein duquel le rôle des partenaires locaux a été continuellement développé.

Pour le financement, les jeunes chercheurs camerounais dépendent d'apuis tels que le programme Tech4Dev, confirme Fredy Nandjou. «Là-bas, personne n'endosserait un tel risque financier pour une technologie encore largement inconnue.» Mais ce qui compte aux yeux du Camerounais, c'est la confiance. «Aujourd'hui encore, la réussite de ce projet repose d'abord sur la collaboration de longue date avec Sophia Haussener.» ■



## « MOINS DE CONCEPTS, PLUS DE PRAGMATISME ET D'ENTHOUSIASME! »

Ancien directeur de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH), Marcel Tanner a encouragé pendant des années la coopération en matière de recherche entre la Suisse et le Sud. Il a formé des centaines de chercheurs en Afrique et en Asie. Sa recette : la curiosité et le goût du partage.

Entretien : Samuel Schlaefli

**Monsieur Tanner, commençons par une question fondamentale : comment définiriez-vous une recherche de qualité ?**

La science au service de la société devrait fonctionner comme un courroie de transmission qui guiderait l'innovation vers sa mise en pratique. Au départ, il y a une problématique et une hypothèse. Elles trouvent leur source dans la curiosité de trouver des solutions à un problème donné. Ce qui compte aussi, c'est le goût de partager cette solution et de la mettre en œuvre.

**En tant que directeur du Swiss TPH, vous avez plaidé, dix-huit ans durant, pour plus de recherche appliquée et une**

**meilleure adéquation avec les besoins de vos partenaires dans le Sud. D'où vient cet intérêt pour l'impact pratique de la recherche ?**

Il faut remonter assez loin ! Pendant mon doctorat à l'Institut tropical de Bâle, j'effectuais des recherches en laboratoire sur les agents pathogènes responsables de la maladie du sommeil. Fin 1979, je suis parti au Cameroun et au Liberia recueillir des antigènes pour des tests diagnostiques. Avec des équipes chirurgicales, nous allions dans les villages pour rassembler les patients sur lesquels on prélèverait des nodules contenant les parasites pathogènes. Dans le laboratoire de terrain de la mission catholique, en

pleine brousse à l'ouest du Cameroun, nous avons fait « digérer » ces nodules par des protéases afin d'isoler la larve, que nous avons congelée puis rapportée au laboratoire de Bâle pour en tirer les antigènes. À l'époque, je doutais déjà : nous nous concentrons sur les larves, sur l'antigène, alors qu'au Cameroun la population souffrait de toutes sortes de problèmes de santé.

**Quels enseignements avez-vous tirés de cette expérience ?**

Un chercheur ne peut pas se contenter d'aller en chasseur ou en collectionneur dans les villages prélever du matériel biologique qui lui garantirait des travaux

Au cours de sa carrière de chercheur, qui a duré dix ans, l'épidémiologiste et spécialiste de la santé publique Marcel Tanner a travaillé notamment en Tanzanie.

© swisstph

intéressants et une publication dans *Nature* ou d'autres revues scientifiques renommées. Bien sûr, avec ce genre de pratique, vous gagnez du temps. Mais il est exclu d'avoir un impact sur la durée, de mettre en place des réseaux de recherche efficaces. Pourtant, nous venons de le constater avec la pandémie de Covid-19, ces réseaux sont essentiels. À l'époque, je me suis donc spécialisé en santé publique à Londres, pour pouvoir appréhender les systèmes et problèmes de santé dans leur globalité.

**Dans la coopération au développement, la plupart du temps, les subventions vont clairement à la recherche appliquée. La recherche fondamentale et la liberté de la recherche en général n'en pâtissent-elles pas ?**

En tant que directeur du Swiss TPH, je me suis toujours efforcé d'allier recherche fondamentale et recherche appliquée. Nous devons conjuguer l'expertise de la recherche fondamentale avec celle des gens qui connaissent le problème sur le terrain. La recherche fondamentale est très importante, pour l'Afrique et l'Asie aussi, mais il faut qu'elle soit associée à l'agenda du pays concerné en matière de recherche. Et je ne parle pas là des idées de l'élite politique, mais des questions liées aux problèmes concrets que la population rencontre au quotidien. Dans ce contexte, la transdisciplinarité est primordiale pour une recherche de qualité. C'est indéniable.

**Pouvez-vous nous donner un exemple ?**

Au Bangladesh, de nombreuses personnes tombent malades en raison de la présence d'arsenic dans l'eau potable. Lorsque le Swiss TPH s'est penché sur le

problème, il a d'abord fallu déterminer, grâce à la recherche fondamentale en géologie, pourquoi certains sols étaient aussi riches en arsenic. Dans le même temps, nous devions collaborer étroitement avec la population et les décideurs sur place, pour saisir quels étaient les problèmes et le contexte, puis identifier les possibilités de transformation.

**Cela m'a tout l'air d'un exemple de bonne pratique. Pourtant, mon sentiment est que, dans de nombreuses coopérations Nord-Sud, les intérêts des chercheurs du Nord déterminent les problématiques traitées.**

Oui. Trop souvent encore, la recherche s'aligne sur l'agenda des pays industrialisés. Prenez par exemple les Objectifs de développement durable (ODD), sur lesquels la plupart des organisations basent leurs activités. Les chercheurs planifient un projet et, à la fin, se demandent en quoi leur problématique pourrait aussi être pertinente quant à la réalisation de ces objectifs globaux. Ils reprennent alors leur demande de subvention en ajoutant quelque chose, mettons, sur la pauvreté ou la pénurie en eau. C'est insensé. Il faudrait plutôt se demander quelles sont, en matière de recherche et de développement, les implications de l'agenda des ODD pour une situation et un pays donnés. Des problématiques se dessineraient et les chercheurs pourraient contribuer concrètement à la réalisation de cet agenda.

**De nos jours, le domaine des sciences connaît une concurrence impitoyable. Si vous ne publiez pas régulièrement dans les revues prestigieuses, on vous oublie. Cette culture ne met-elle pas en péril une coopération Nord-Sud fructueuse pour la recherche ?**

Bien sûr, elle est absurde ! Les performances collectives devraient être bien plus valorisées et la déclaration DORA (San Francisco Declaration on Research Assessment) respectée à la lettre. Celle-ci prévoit que les chercheurs soient évalués selon leurs performances réelles, et non sur la base de paramètres

abstraites tels que les facteurs d'impact des revues. Aujourd'hui encore, le professeur est souvent sous les feux des projecteurs. Les porteurs d'eau, en particulier les jeunes, restent dans l'ombre. Malheureusement, cette culture dans le secteur des sciences prévaut dans nos hautes écoles, mais aussi dans celles du Sud.

**Que souhaiter à la coopération, en matière de recherche, entre la Suisse et les pays en développement ?**

Surtout, moins de concepts. Et que l'on revienne à un certain pragmatisme, allié à de l'enthousiasme ! Aujourd'hui, nous nous concentrons souvent plus sur les problèmes que sur les solutions. Il faut renverser la tendance et cesser de penser en fonctionnaires, avec des idées qui font bonne figure dans les classeurs fédéraux, mais n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. Pour créer un impact, la tête ne suffit pas : nous avons besoin du cœur et des mains. ■

**MARCEL TANNER** est professeur émérite d'épidémiologie et de parasitologie médicale à l'Université de Bâle et expert reconnu en santé publique. De 1981 à 1984, il a dirigé le Swiss Tropical Institute Field Laboratory (aujourd'hui, Ifakara Health Institute) en Tanzanie. De 1997 à 2015, il était directeur de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH ; autrefois, Institut tropical suisse), qui est affilié à l'Université de Bâle. Sur les 860 collaborateurs que compte l'Institut, la plupart font de la recherche sur des questions de santé, dans plus de 130 pays. Depuis janvier 2020, Marcel Tanner préside les Académies suisses des sciences. D'avril 2020 à janvier 2021, il était membre du conseil consultatif de la Swiss National COVID-19 Science Task Force.

[www.swisstph.ch](http://www.swisstph.ch)  
<https://sfdora.org/>

# UN ENGAGEMENT AUX MILLE FACETTES

La promotion de la recherche a une longue tradition dans la coopération suisse au développement. Grâce à de nombreuses formes de soutien, la DDC génère, dans des contextes le plus souvent locaux, des savoirs qui permettent de résoudre des problèmes d'envergure mondiale.

(cz) Depuis des décennies, la DDC collabore avec des universités et des hautes écoles suisses ainsi que de nombreux instituts de recherche en Europe de l'Est, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Pour bénéficier d'un soutien, les projets doivent se pencher sur des défis mondiaux tels que la pauvreté et la faim, les inégalités, la pénurie des ressources ainsi que les changements environnementaux dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

Les résultats recueillis par les chercheurs sont intégrés aux décisions de la Suisse en matière de politique de développement, à celles de ses partenaires ainsi qu'aux programmes, pour une meilleure efficacité, efficacité et durabilité.

Le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, soutenu par la Suisse, compte quelque 8000 chercheurs et employés dans plus de 100 pays (ici, le Kenya).

© CGIAR

lité de la coopération au développement. Chaque année, la DDC investit grosso modo entre 45 et 50 millions de francs dans plus de 50 initiatives en cours, destinées à encourager la recherche liée au développement.

## Pauvreté au premier plan

La contribution la plus importante est allouée au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR). Ce partenariat mondial s'engage depuis un demi-siècle contre la pauvreté; il favorise la sécurité alimentaire et une gestion adéquate des ressources naturelles (voir article page 8). Si la DDC offre son appui sur le long terme à des instituts de recherche du Sud, elle soutient aussi des projets à plus court terme, qui améliorent l'efficacité d'un projet ou répondent à l'actualité.

En est un exemple l'initiative « Access to Covid-19 Diagnostics », dont le but est de faciliter l'accès à un diagnostic dans

des pays pauvres. Par ailleurs, la Suisse encourage les partenariats entre des chercheurs en Suisse et dans le Sud ou à l'Est. Financé par la DDC et le Fonds national suisse pour la période 2012-2022, le programme commun de recherche sur des questions globales (r4d) entre dans ce cadre (voir article page 12).

Parmi les initiatives en matière de recherche auxquelles la Suisse apporte son soutien, il y a aussi les projets ETH4D et Tech4Dev de l'EPFZ et de l'EPFL (voir article page 14). En 2020, la DDC a également lancé un nouveau programme de recherche, « Transform », lequel participe au financement de projets de recherche appliquée et transdisciplinaire qui ont un impact sur le processus de transformation de la société et accélèrent ainsi la mise en œuvre de l'Agenda 2030. ■

[www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)

<https://eth4d.ethz.ch>

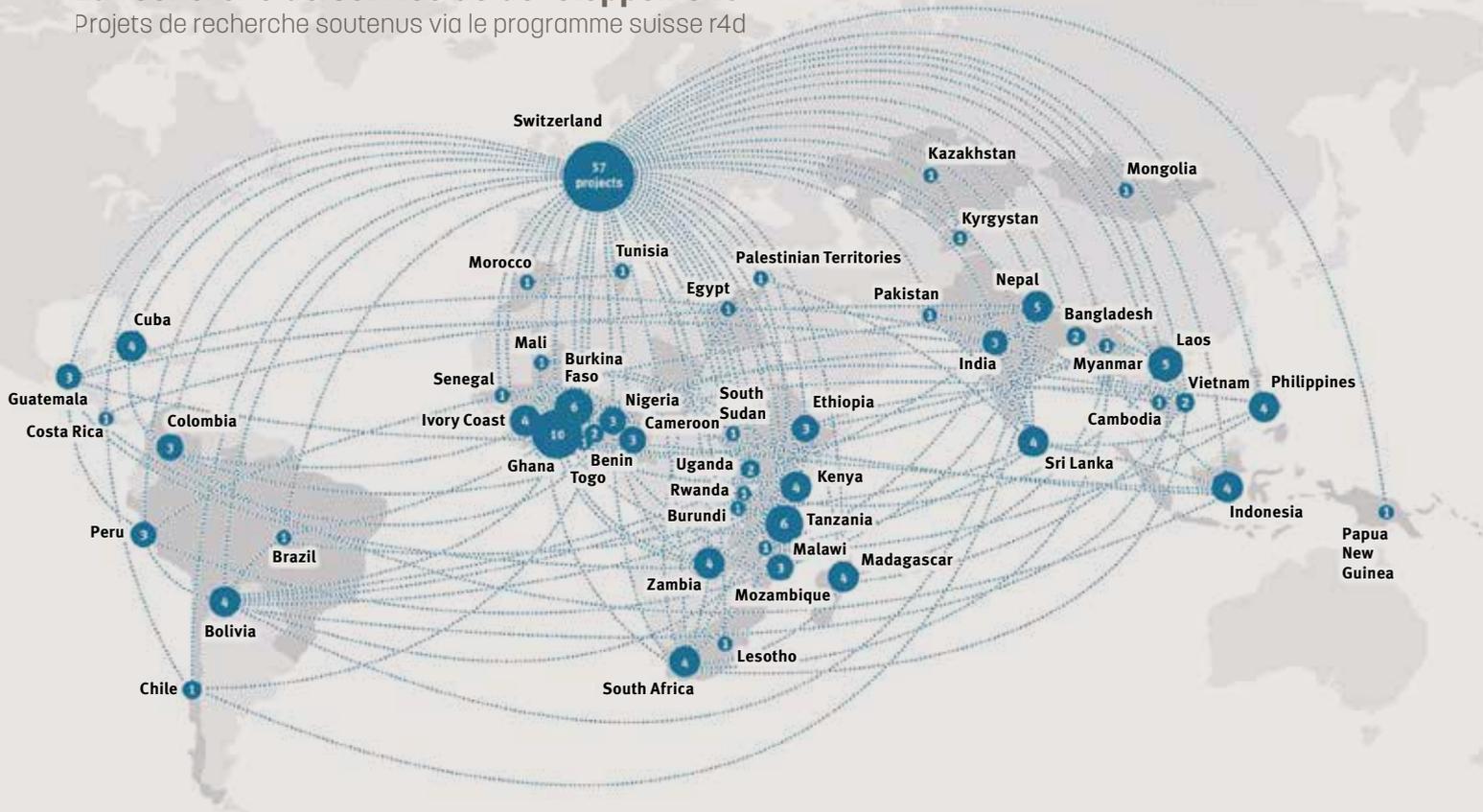
[www.epfl.ch](http://www.epfl.ch) (recherche: tech4dev)



# FAITS ET CHIFFRES

## La recherche au service du développement

Projets de recherche soutenus via le programme suisse r4d



### Chiffres clés

- Chaque année, la DDC investit quelque **50 millions** de francs dans la recherche ayant un impact sur le développement.
- En 2020, entre **720 et 811 millions** de personnes n'ont pas mangé à leur faim.
- La faim touche **21%** de la population en Afrique et **9%** en Asie ainsi qu'en Amérique latine.
- Le CGIAR, partenariat mondial de recherche agricole, a permis d'améliorer la situation alimentaire de **20 millions** de personnes. Depuis sa création il y a cinquante ans, le CGIAR a réalisé **4155 innovations** et formé plus de **3 millions** de personnes dans plus de **100 pays**.



#### Sources et liens

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

(Recherche: DDC, Activités, La recherche et la culture)

Informations relatives à l'encouragement de la recherche par la DDC.

[www.r4d.ch](http://www.r4d.ch) et [www.k4d.ch](http://www.k4d.ch)

Aperçu des projets et résultats du programme « Research for Development ».

[www.cgiar.org](http://www.cgiar.org)

Site Internet du CGIAR, partenariat mondial de recherche agricole.

[www.fao.org](http://www.fao.org)

(Recherche: Food Security and Nutrition 2021)

Rapport sur la sécurité alimentaire publié par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.



# L'ÈRE DE LA CONFIANCE EST TERMINÉE

Après quelque cinquante ans de dictature militaire au Myanmar, une nouvelle génération a bénéficié de libertés sans précédent dès 2011.

Jusqu'à ce que les militaires reprennent le pouvoir en février dernier. En quelques mois, le pays a sombré dans la violence et le chaos.

Que sont devenus les rêves de la jeunesse birmane ?

Texte : Samuel Schlaefli

Saijai\*, 30 ans, a grandi dans l'État Shan, situé dans le nord-est du Myanmar. Son père était un major de l'armée birmane. Jusqu'à l'âge de onze ans, Saijai a vécu sur un campus militaire. Le pays était encore sous l'emprise d'une dictature militaire brutale. Toutes les informations étaient censurées, la population surveillée et brimée. Les sanctions draconiennes imposées par les pays occidentaux ont exacerbé la pauvreté. Seuls les membres de l'armée avaient accès à une nourriture abondante, à de bonnes écoles, à des hôpitaux spéciaux et à des participations dans des conglomérats commerciaux lucratifs.

« Mon père était un homme intelligent, déclare Saijai avec respect. Mais lui et ma mère ont toujours obéi. Ils ont cédé au lavage de cerveau des militaires et se sont accrochés à leurs privilèges. » Si la jeune femme a échappé à ce système, c'est surtout grâce à sa grand-mère. Celle-ci avait amassé une petite fortune en faisant du commerce entre la métropole économique de Mandalay et la ville frontalière chinoise de Ruili. Avec son aide, Saijai sera la première de

sa famille à étudier à l'étranger. Elle ira d'abord à Kuala Lumpur, puis à Dublin pour étudier l'économie. « C'est là que j'ai compris la valeur de la liberté et que j'ai réalisé ce que la junte militaire avait fait à notre pays. »

## La mondialisation en marche

Le Myanmar compte 54 millions d'habitants, dont 43% ont moins de 25 ans. Après 2011, des millions de jeunes accèdent à des libertés sans précédent. Le président Thein Sein, un militaire de haut rang, amorce alors une ouverture, après quelque cinquante ans de dictature militaire et d'isolement. L'année 2010 verra la libération d'Aung San Suu Kyi, icône de la liberté assignée à résidence pendant quinze ans. En 2012, son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), obtient plusieurs sièges parlementaires lors des premières élections intermédiaires libres. Trois ans plus tard, il remporte une victoire écrasante aux élections.

La démocratisation du Myanmar présente néanmoins des failles. Si la LND remporte la majorité parlementaire, la Constitution de 2008 garantit aux militaires le contrôle de ministères importants et 25% des sièges au Parlement. Ce qui leur permet de bloquer tout changement constitutionnel et toute limitation du pouvoir de l'armée.

Même si les attaques de l'armée contre les minorités ethniques dans les régions frontalières se poursuivent, la population majoritaire, en particulier l'ethnie Bamar, jouit d'une plus grande liberté et d'une meilleure qualité de vie: la pauvreté recule, de nouvelles écoles se construisent, l'électricité parvient dans les villages. Le smartphone devient abordable pour le plus grand nombre, qui a dorénavant accès à Internet et aux informations du monde entier.

En 2015, Saijai est de retour d'Irlande. Elle s'émancipe de ses parents et s'établit à Yangon, la capitale culturelle et économique qui compte plus de sept millions d'habitants. Engagée par une ONG internationale, elle gagne bien sa vie, est indépendante et soutient son jeune frère, qui s'inscrit à l'Université de Yangon pour y étudier la psychologie. Lors des élections de novembre 2020, la LND remporte une nouvelle victoire écrasante et obtient même des sièges supplémentaires au Parlement. Un camouflet pour le Parti de l'union, de la solidarité et du développement, soutenu par l'armée. La population choisit à nouveau l'ouverture et la démocratie. Saijai se réjouit de voir que les jeunes ont des perspectives.

L'ère de confiance s'achève brutalement le 1<sup>er</sup> février 2021. Tôt le matin, Saijai s'étonne de voir les rues de Yangon désertes. Son téléphone portable

La jeunesse birmane manifeste contre la dictature militaire dans les rues de Yangon, le 14 juillet 2021.

© San Chaung/Sacca/Redux/laif

ne capte pas le réseau. Des rumeurs de coup d'État militaire circulent, bientôt confirmées par l'armée. Au cours des semaines suivantes, Sajai se rend jour après jour aux manifestations, où des centaines de milliers de personnes protestent de manière créative et pacifique contre le renversement du pouvoir, avec des concerts, des sit-in et des blocages de voitures. Le soir, le couvre-feu est en vigueur. Elle se rend sur son balcon, comme des centaines de milliers d'habitants de Yangon, pour taper sur une casserole avec une spatule et chanter

des mantras bouddhistes, censés chasser les mauvais esprits de l'armée.

## Le courage des générations Y et Z

Les manifestations se poursuivent pendant des mois, les générations Y (les moins de 30 ans) et Z (les moins de 20 ans) ne quittent plus la rue. Elles s'organisent via les réseaux sociaux, malgré les coupures d'Internet régulières et l'interdiction de Facebook, d'Instagram et de Twitter. Sont publiées des photos et des vidéos de jeunes gens exécutés en pleine rue, de soldats qui tirent sur des ambulances et de manifestants pacifiques arrêtés à domicile lors de rafles nocturnes. C'est grâce à ces jeunes et à une nouvelle génération de journalistes intrépides que la communauté internationale est informée des événements dramatiques, malgré le harcèlement par les militaires et la quasi-absence des médias internationaux.

Où cette jeune génération puise-t-elle le courage de sortir dans la rue tous les jours? Au plus fort des mobilisations, Sajai affirme: «Le courage vient de la peur. Nous ne voulons pas retrouver la chape de plomb de la dictature militaire. Tout était pire! Nous en avons nous-mêmes fait l'expérience ou nos parents nous ont livré leur récit.»

Aujourd'hui, ce courage est éclipsé par la violence, la répression et la lutte pour la survie quotidienne. S'il y a encore des manifestations dans les grandes villes, ces «flash protests» ne durent généralement que quelques minutes. Le risque de se faire tirer dessus ou arrêter par les soldats ou la police est important. Mais les images de ces mobilisations sur les réseaux sociaux montrent que la population reste unie contre l'armée.

## Un avenir ruiné

Une partie des jeunes s'est organisée en groupes armés, menant régulièrement des attaques contre des postes de police ou des troupes militaires. D'autres ont rejoint les groupes ethniques des régions frontalières pour se former au combat de guérilla. En juin dernier, l'envoyée spéciale des Nations Unies pour le Myanmar, la Suisse Christine Schraner Burgener, s'inquiétait de la perspective d'une guerre civile ouverte.

Beaucoup ne croient plus au retour à la liberté. Ils souhaitent simplement quitter le pays. À la fin du mois d'avril, Kyaw\* a réussi à fuir en Belgique avec l'aide d'un ami établi à Amsterdam. Le jeune homme de 28 ans est homosexuel et travaille pour une organisation qui défend les droits des personnes

### CRISE HUMANITAIRE

À la fin du mois de juillet, la junte militaire avait tué 940 militants, journalistes, politiques et médecins. Près de 5400 personnes étaient détenues pour des raisons politiques. Selon l'ONU, plus de 230 000 civils ont fui les conflits qui opposent les militaires et les organisations ethniques armées en zone frontalière. Les combats font rage, l'armée occupe les principales voies de transport et les obstacles bureaucratiques sont nombreux: trois millions de personnes dépendent ainsi de l'aide humanitaire, manquant de produits de première nécessité tels que la nourriture et les médicaments. La junte militaire a commis des «crimes contre l'humanité», a dénoncé un expert de l'ONU. Les organisations de défense des droits humains appellent le Conseil de sécurité de l'ONU à décréter un embargo ferme sur les armes. Mais, en juin dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies s'est bornée à adopter une résolution non contraignante. La Russie et la Chine soutiennent la junte, tandis que les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni ont imposé des sanctions au personnel militaire et à leurs entreprises.



LGBTIQ au Myanmar. En février 2020, il avait participé à l'organisation de la sixième Pride de Yangon. L'année suivante, deux semaines après le coup d'État, il déclarait: «C'est tout ou rien. Nous avons été coupés du monde pendant cinquante ans. Si nous ne luttons pas, notre avenir est ruiné.» Il semblait plein d'espoir: les jeunes étaient plus instruits et mieux connectés que leurs parents, et unissaient leurs forces. Les minorités sont désormais reconnues comme un soutien important aux protestations.

## Effondrement du système de santé

Cinq mois plus tard, il ne reste pas grand-chose de cet élan: «La plupart de mes amis à Yangon se cachent, raconte-t-il. Certains ont été arrêtés et torturés par les militaires.» Ils sont nombreux à avoir perdu leur emploi. Aujourd'hui, Kyaw tente de les soutenir financièrement depuis l'étranger et leur transmet des informations sur les moyens de fuir. Il veut à tout prix rester en Belgique, où il connaît des gens et se sent en sécurité. Mais son visa est sur le point d'expirer. Il ne sait pas encore si l'asile lui sera accordé.

Saijai et son frère sont toujours à Yangon. Elle a dû changer de quartier, en raison des descentes nocturnes de la police dans sa rue. Cette chasse aux militants a donné lieu à l'arrestation de neuf personnes du voisinage, dont deux ont été relâchées. Au téléphone à la mi-juillet, Saijaiousse fortement: «J'ai contracté le Covid-19. C'est mon dixième jour d'isolement.» Le coronavirus aurait touché 80% de ses amis et connaissances, selon la jeune femme. «Presque chaque jour, un de mes proches décroche.»

Depuis la fin du mois de juin, une troisième vague de Covid-19 déferle sur le pays. La propagation du variant Delta se révèle pratiquement incontrôlable. À la mi-juillet, tous les hôpitaux ont atteint leurs limites, les bonbonnes d'oxygène sont introuvables, les cercueils s'accumulent devant les crématoriums. Le système de santé, déjà affaibli par le coup d'État, s'effondre. «J'ai dit à mon petit frère de fuir. Je ne veux pas le voir mourir ici», confie Saijai. Son projet est de vendre son appartement à Yangon pour payer des passeurs. Si elle en a les moyens, Saijai quittera le pays avec son frère. ■

\* *Nom modifié par la rédaction pour protéger la personne.*



Au Myanmar, le système de santé se trouve au bord de l'effondrement. Déjà affaibli par le coup d'État militaire, il subit une pression encore plus forte avec la pandémie de Covid-19.

© Haymhan Xinhua/eyevine/laif

## LE MYANMAR EN BREF

### Nom

République de l'Union du Myanmar (Myanmar).

Avant 1989, le pays était couramment nommé Birmanie, appellation décidée par la puissance coloniale de la Grande-Bretagne. Certains États (dont les États-Unis) n'ont jamais accepté le nom décrété par la junte militaire, mais l'ONU parle aujourd'hui du Myanmar.

### Superficie

676 578 km<sup>2</sup>

### Capitale

Nay Pyi Taw (capitale administrative); Yangon (capitale économique et culturelle).

### Ethnies

Le gouvernement reconnaît 135 ethnies. Le groupe majoritaire des Bamar (68%) vit principalement à l'intérieur du pays. Les principales ethnies des zones frontalières sont les Shan (9%), les Karen (7%), les Rakhine (4%) et les Mon (2%).

### Religion

La majorité de la population est bouddhiste (88%). Il existe une minorité chrétienne (6%), musulmane (officiellement 4%) et hindoue (0,5%). La part des musulmans a chuté depuis 2017, après l'expulsion en masse des Rohingyas, le plus grand groupe musulman, de l'État de Rakhine vers le Bangladesh.



Sur le terrain avec ...

## MARK HÄUSSERMANN

CORESPONSABLE DE L'AIDE HUMANITAIRE À YANGON, AU MYANMAR

Propos recueillis par Samuel Schlaefli

Dès le début de la pandémie de Covid-19, et encore davantage après le coup d'État militaire du 1<sup>er</sup> février 2021, notre ambassade travaille dans l'urgence. Cela fait un an et demi que je n'ai pas quitté Yangon, la plus grande ville du pays où se trouvent nos bureaux, sauf pour un bref séjour en Thaïlande et en Suisse.

La souffrance de la population du Myanmar est énorme. Je suis responsable des opérations humanitaires directes. Malgré les attentats et les émeutes, nous



avons réussi à maintenir notre aide à plus de 177 000 personnes déplacées dans le sud-est du pays, via nos partenaires et des voies détournées. Notre personnel local compte de nombreux amis ou connaissances menacés ou arrêtés après le coup d'État. Nous essayons de les protéger, ainsi que nos partenaires, du mieux que nous pouvons.

J'ai grandi au Japon et à Singapour, où mon père vendait des moulins à farine pour le fabricant Böhler. Mes voyages au Myanmar en 1999 et en 2004 m'ont permis de découvrir la population et la culture fascinante de ce pays. En 2013, je suis retourné avec le Corps suisse d'aide humanitaire dans un État qui commençait tout juste à s'ouvrir. La mission

dont j'étais responsable se trouvait à Mawlamyine, une petite ville du sud-est. Nous avons fourni de l'aide humanitaire dans des régions très reculées et pauvres, où vivent principalement les minorités ethniques Mon et Karen. Celles-ci étaient très méfiantes à l'égard des militaires, du gouvernement et des étrangers: leurs droits étaient bafoués depuis des décennies, elles n'avaient pas le droit d'enseigner leur propre langue ou de transmettre leur culture. Il a fallu établir un rapport de confiance: boire du thé, partager un repas et écouter. J'apprécie ce travail proche des gens. Cela prend du temps, mais, dans la crise actuelle, la confiance établie à l'époque reste un élément crucial.

Après des études d'architecture, je me suis formé à la gestion immobilière. La construction d'infrastructures sociales, des écoles notamment, a ouvert la voie à une collaboration à long terme avec les communautés (voir encadré). Nous avons toujours étroitement associé les populations villageoises à la planification et à la construction, ce qui nous a permis par la suite de les soutenir dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'égalité des sexes ou de la lutte contre les violences basées sur le genre.

Depuis 2018, nous poursuivons ce travail dans le cadre du nouveau programme de la coopération suisse dans l'État Shan. Une région où divers groupes ethniques armés ont signé un accord national de cessez-le-feu avec le gouvernement. Notre soutien vise à renforcer la confiance entre les parties et à créer les bases d'une collaboration à plus long terme en matière de santé, d'éducation et de développement de marché.

Ce qui me manque le plus en ce moment, ce sont la nature et la possibilité

de voyager dans ce splendide pays. Une fois par semaine, j'ai au moins la chance de retrouver un ami australien et des amis birmans pour faire du vélo le long du lac Kandawgyi. Nous partons à six heures du matin, quand les barrages routiers ne sont pas encore occupés. Au retour, nous nous arrêtons dans l'un des rares «tea shops» encore ouverts, pour manger un mohinga, une soupe de nouilles au poisson, ou du pain plat indien, et boire du thé noir avec du lait concentré. Un peu de normalité dans un contexte d'état d'urgence permanent. ■

### INFRASTRUCTURES SOCIALES

Depuis 2013, le programme humanitaire a permis la construction de plus de 170 infrastructures sociales dans 92 villages marqués par les conflits dans les provinces de Kayin et de Mon, notamment des écoles primaires, des centres de santé et des systèmes de distribution d'eau. Par ailleurs, des infrastructures existantes ont été rénovées. Près de 70 % des petits projets de construction ont été réalisés par les communautés, formées par le personnel ou les partenaires de la DDC. Depuis le coup d'État de février dernier, les écoles des zones contrôlées par les minorités ethniques sont très fréquentées, car de nombreux parents et enseignants boycottent l'administration de la junte militaire.

Voix du... Myanmar

# EN PLEINE CRISE, UNE GRANDE SOLIDARITÉ

J'ai fondé à Yangon un service de maternité gratuit, en collaboration avec un hôpital privé. Cette initiative est née au lendemain du coup d'État de février dernier, alors que les médecins et d'autres fonctionnaires ont déserté les établissements publics pour rejoindre la campagne du Mouvement de désobéissance civile (CDM), induisant un effondrement du système de santé.

Le CDM a subi de violentes attaques des forces militaires. J'ai alors pensé à apporter mon aide en offrant des soins de santé maternelle ambulatoires et gra-

tuits dans des locaux fournis par l'hôpital privé où je travaillais.

Comme de plus en plus de patientes cherchaient urgemment un endroit où donner naissance en toute sécurité, nous avons décidé d'étendre nos services aux accouchements. Des pédiatres et des anesthésistes ont rejoint l'équipe et prodigué des soins aux femmes (gynécologie-obstétrique) et aux nouveau-nés, 24 heures sur 24, bénévolement. Des amis et connaissances m'ont aidée à lancer une opération de collecte de fonds sur les réseaux sociaux. Quelque 300 patientes ont pu être prises en charge chaque mois, soit environ 2000 au total jusqu'ici.

Nous avons reçu un soutien financier, technique et en ressources humaines d'organisations et de particuliers. Des médecins travaillant pour des ONG ont proposé leur aide à titre individuel. Celles-ci ont alors eu vent de notre travail par leurs employés et nous ont ensuite apporté un appui technique et financier. C'est ainsi que l'Access to Health Fund est devenu l'un de nos donateurs.

Nous avons eu parfois des sueurs froides. Un accouchement peut survenir à tout moment, nécessitant une intervention d'urgence! Pendant la période du couvre-feu nocturne, les patientes arrivaient alors que les véhicules des forces de sécurité se trouvaient près de la clinique: les médecins n'étaient pas rassurés. Il est, du reste, arrivé que nous recevions via les forces de sécurité des patientes envoyées par les hôpitaux publics si ceux-ci étaient débordés: ils connaissaient donc notre existence.

Yangon compte d'autres maternités offrant des services gratuits, mais seuls les accouchements sans difficulté y sont possibles. Ceux qui présentent des com-

plications ont lieu dans notre clinique, qui compte une unité de soins intensifs pour les mères et les nouveau-nés. Malgré un budget limité, notre clinique est équipée de matériel et dotée en personnel dans la même mesure qu'un hôpital universitaire.

Ce qui est intéressant dans la gestion de cette clinique, c'est la solidarité entre les donateurs, les soignants et les patientes. Je n'avais jamais observé auparavant une telle collaboration entre patientes et soignants. En dépit des défis, ce travail se révèle très enrichissant.

La clinique a même accueilli des patientes provenant hors de Yangon. De nombreuses vies ont pu être sauvées. Depuis juillet cependant, la maternité est temporairement fermée en raison de l'épidémie de Covid-19. Avec ses moyens limités, l'équipe ne parvenait plus à assurer la prévention des infections et l'approvisionnement nécessaire en oxygène. En outre, la moitié des soignants ont été infectés par le coronavirus. Nous espérons pouvoir rouvrir lorsque la troisième vague aura fléchi.

Je pense que la clinique doit continuer à fonctionner en raison du système de santé dysfonctionnel au Myanmar. Nous la ferons fonctionner aussi longtemps que nécessaire. ■



**DR. NYEIN\*** est titulaire d'un master de la Faculté de médecine 2 de l'Université de Yangon et d'un doctorat en gynécologie-obstétrique générale. Elle a exercé dans des hôpitaux publics jusqu'en 2009. Puis elle a travaillé avec des ONG dans le secteur de la santé publique et dispensé des formations pendant plus de dix ans. Elle est employée actuellement à temps partiel dans des hôpitaux privés. La clinique qu'elle a fondée et dirigée est financée en partie par l'Access to Health Fund, dont la DDC est l'un des donateurs.

\* *Ce nom est incomplet et les noms des cliniques et hôpitaux ne sont pas divulgués pour des raisons de sécurité.*



#SHEATMARKET

Mela  
MELA FOR HER

Mela  
HaloCash  
Ku  
28  
"838"1"lanbarka

# QUAND LES RÈGLES METTENT LES FILLES AU BAN DE L'ÉCOLE

Dans les zones rurales d'Éthiopie, les filles n'ont pas les moyens de s'acheter des protections périodiques. Redoutant les fuites, les moqueries et le manque d'intimité dans les toilettes, elles sèchent les cours plusieurs jours par mois. Pour améliorer leur bien-être et leur assiduité en classe, la DDC soutient une entreprise sociale qui leur fournit des serviettes hygiéniques lavables, confectionnées à Addis-Abeba.

Texte : Zélie Schaller

«Je ne vais pas à l'école quand j'ai mes règles, parce que je n'ai pas de serviette hygiénique appropriée. J'ai peur que le sang coule à travers mon uniforme et que les garçons se moquent de moi», raconte une adolescente du district de Filtu, dans la région Somali en Éthiopie. En plus de douleurs, les jeunes filles des territoires ruraux de cette région subissent toutes sortes de pressions pendant leurs menstruations: railleries, rejet, isolement. Sans moyens pour acheter des protections hygiéniques, elles craignent les fuites, qui pourraient provoquer malaise et honte.

À l'école, hygiène et intimité font défaut: «Il n'y a pas d'endroit où changer ma serviette. Les toilettes n'ont ni eau ni porte, et les garçons peuvent facilement nous voir», témoigne une collégienne. Le manque d'infrastructures sanitaires adéquates fait que les adolescentes

restent à la maison. Elles manquent les cours un à trois jours chaque mois. Certaines abandonnent carrément l'école. Avec le mariage forcé, les règles constituent chez les jeunes filles l'un des premiers facteurs de déscolarisation sur plusieurs continents, selon l'Unicef. «Ce simple fait biologique se transforme en un obstacle à l'égalité des sexes», déplore l'agence onusienne.

Pour inverser le phénomène, la DDC soutient un projet pilote dans deux districts de la zone Liben (Filtu et Dekatu). Ce dernier est mis en œuvre par l'entreprise sociale Mela For Her (mela signifie «solution» en amharique), en partenariat avec l'ONG locale Pastoralist Concern. L'objectif? Améliorer les conditions et la gestion de l'hygiène menstruelle pour renforcer la santé et l'éducation des filles.

## Gêne et hygiène

Cet automne, Mela For Her a distribué à 3000 écolières âgées de 11 à 15 ans des kits menstruels. Lesquels comprennent des culottes ainsi que des serviettes hygiéniques lavables et antimicrobiennes, de la poudre à lessive et une brochure d'information.

La plupart des filles utilisent des lambeaux de tissus, les serviettes jetables ou réutilisables n'étant pas disponibles ou trop onéreuses. Elles recourent à de l'étoffe achetée exclusivement pour leurs règles ou à des textiles usagés, selon une étude menée auprès de 400 personnes par Mela For Her au printemps dernier. Après avoir lavé leur matériel menstruel, elles le laissent à peine sécher. Gênées, elles cachent leur linge sous d'autres vêtements, avant de le ranger sous leur lit.

Beaucoup enveloppent leur matériel encore mouillé dans du plastique, ce qui représente un risque pour la santé. Plus de la moitié des filles se plaignent d'éruptions cutanées sur les parties génitales. En outre, rares sont celles qui se lavent les mains avant de changer leurs protections et après. Et la plupart ne font leur toilette intime que tous les deux à trois jours pendant leurs règles, voire uniquement au terme de celles-ci.

Pour améliorer les pratiques d'hygiène menstruelle, Mela For Her organise, en parallèle à la remise des kits, des ateliers d'information. Ceux-ci sont dispensés par des animatrices communautaires. Des sessions sur la santé sexuelle et reproductive sont également proposées.

Dans les régions rurales d'Éthiopie, les règles demeurent un tabou: les filles en souffrent dans tous les domaines de la vie. Un important travail d'éducation et de sensibilisation est mené.

© MelaForHer



Des kits d'hygiène comprenant des serviettes hygiéniques lavables sont remis aux filles lors d'ateliers de sensibilisation.

© MelaForHer

Les garçons, eux aussi, sont sensibilisés à divers points: «L'égalité des sexes, la normalité des cycles périodiques et le soutien qu'ils peuvent apporter à leurs petites copines et à leurs sœurs», indique Kaleab Getaneh, de l'entreprise Mela For Her. Ces questions sont abordées dans le cadre d'un dialogue amorcé par des garçons et des hommes formés et prompts à partager leur expérience.

## Tabou mens(tr)uel

Parents, enseignants, soignants, chefs religieux et membres de la communauté sont également conviés au dialogue. Apprenant que le flux menstruel est naturel, ils se doivent de soutenir les filles, plaide Mela For Her.

Le tabou des règles a la vie dure. «En raison des normes sociales et de genre,

nombreuses sont les fausses croyances, particulièrement dans les régions rurales. La menstruation est liée à la malpropreté et à l'impureté, ce qui oblige la plupart des femmes et des filles à s'isoler. Elles ne participent pas aux manifestations sociales et religieuses au cours de cette période», relève Kaleab Getaneh.

Autre association: règles et sexualité. «De nombreux parents pensent que, lorsque leurs filles saignent, c'est parce qu'elles ont eu des rapports sexuels avec un homme», poursuit Kaleab Getaneh. Par ailleurs, la toute première période génère une pression sociale: les parents y voient le signe que leurs filles sont prêtes à être mariées.

Pour enrayer à plus large échelle encore la stigmatisation qui entoure les règles, un documentaire est en cours de préparation. Réalisé par la cinéaste éthiopienne Hiwot Admasu Getaneh, il sera diffusé auprès du grand public et des autorités. «Il importe que les décideurs saisissent l'ampleur du problème et prennent des mesures», souligne Kaleab Getaneh. Si le gouvernement éthiopien a réduit les taxes sur les matières premières et, par conséquent,

sur les produits d'hygiène menstruelle comme l'exigeaient Mela For Her et d'autres organisations, des investissements doivent être davantage consentis dans l'hygiène menstruelle. Pour favoriser la sécurité, la santé et l'éducation des filles. Et par là même leur autonomie. ■

---

### SERVIETTES DURABLES

Les serviettes hygiéniques distribuées par Mela For Her sont fabriquées dans l'atelier de la start-up à Addis-Abeba, la capitale éthiopienne, par une équipe composée à 80 % de femmes. «Pour répondre aux besoins variés des filles et des femmes, elles sont conçues à partir de différents tissus: polyester, coton naturel et coton recyclé», détaille Kaleab Getaneh, de l'entreprise Mela For Her. Et d'ajouter: «Elles peuvent être utilisées de deux à quatre ans. Sur deux ans, une femme fait ainsi l'économie de 500 serviettes conventionnelles. Ce qui correspond à 2000 sacs en plastique en moins dans les décharges et les rivières.» Il faut préciser qu'une serviette hygiénique classique contient jusqu'à 90 % de plastique et met entre 500 à 800 ans à se décomposer. Au cours de sa vie, une femme utilise en moyenne 11 000 produits menstruels jetables pour ses règles, soit jusqu'à 200 kilos de matériels. Ces déchets sont particulièrement difficiles à gérer dans les zones rurales, où la collecte des ordures est quasi inexistante.

# VIOLENCE À HUIS CLOS

En Jordanie, la pandémie de Covid-19 a accentué le chômage comme l'insécurité au sein des familles. Or, les tensions étaient déjà vives dans ce pays qui accueille des centaines de milliers de réfugiés syriens. Dans ce contexte critique, la violence à l'encontre des femmes s'est aggravée. Un soutien psychosocial et économique est apporté aux victimes.

Texte : Zélie Schaller

Ce qui devrait être l'endroit le plus sûr, la maison, s'avère parfois le lieu le plus dangereux. Le confinement lié à la pandémie de Covid-19 a bouleversé le quotidien des foyers et exacerbé les tensions. De nombreuses femmes à travers le monde ont été et sont victimes de violence – psychologique, physique ou sexuelle – sous leur toit.

un contexte déjà difficile. Le pays accueille plus de 666 000 réfugiés syriens. Une pression énorme depuis plus de dix ans sur les infrastructures (loyers, écoles) et les ressources (eau), à laquelle s'est ajoutée la crise du coronavirus. De nombreuses personnes ont perdu leur emploi l'an dernier, plongeant sous le seuil de pauvreté. Cette situation d'insécurité, en sus des traumatismes de guerre, nourrit l'anxiété, l'irritabilité et l'impulsivité. Autant de facteurs pou-

Plus d'autonomie, plus de confiance en soi : une femme apprend à coudre dans le cadre d'une formation.

© IRC



vant pousser à la violence conjugale et familiale.

Pour aider les survivantes et enrayer ce fléau, la DDC soutient un projet de l'International Rescue Committee (IRC). À Amman, la capitale jordanienne, ainsi qu'à Irbid, à Ar Ramtha, à Mafraq et à Zarka, villes situées au nord du pays non loin de la Syrie, l'ONG accueille femmes et filles – jordaniennes et syriennes – dans des centres communautaires. Ceux-ci offrent différents types d'accompagnements (médical, psychosocial, juridique, financier) et d'activités (sociales, économiques, sportives).

«Une pièce est dédiée à chaque domaine. Tout d'abord, la personne est entendue par une travailleuse sociale pour identifier ses besoins. Puis, en fonction de ceux-ci, elle est dirigée vers les services compétents», explique Ra'eda Nimrat, chargée de programme au Bureau de coopération suisse en Jordanie. Si une femme souffre de troubles émotionnels tels que dépression, angoisse et isolement social, elle pourra se confier à

une psychologue. La victime apprendra à mettre des mots sur ses maux pour apaiser ces derniers.

## Crainte de représailles

Insultes, humiliations, interdictions, coups, relations sexuelles sous contrainte: la violence à l'égard des femmes revêt différentes formes. «Les abus les plus fréquents sont le harcèlement psychologique et émotionnel, environ 50%, ainsi que les agressions physiques, 30%. Quelque 9% des cas signalés portent sur le refus d'octroi d'argent», précise Ra'eda Nimrat.

Des avocats conseillent les survivantes, mais peu d'entre elles portent plainte par peur de représailles: les auteurs de violences pourraient aller jusqu'à les menacer de mort. Les femmes craignent, en outre, les comportements déplacés des policiers à leur endroit. La lourdeur de la procédure les décourage également. Pendant le confinement, l'accès à la justice était, par ailleurs, limité.

Pour faire évoluer les normes sociales, l'IRC sensibilise les communautés, en particulier les jeunes, à l'égalité des sexes. «Les hommes sont encouragés à repenser leur système de croyances et à changer leurs comportements à l'égard de leurs partenaires. Le but est qu'ils aient des attitudes plus égalitaires à la maison», indique Ra'eda Nimrat. Les adolescentes, elles, apprennent à exprimer leurs besoins et à faire valoir leurs droits. Les ateliers qui leur sont destinés abordent divers thèmes: la sécurité, la santé et l'hygiène, la confiance ainsi que les émotions.

## Emplois verts

Autre aspect essentiel pour garantir l'autonomie des femmes: l'indépendance financière. Celle-ci se révèle importante pour elles-mêmes, mais aussi pour le reste de la famille. Avec un revenu, elles peuvent payer les frais de

scolarité de leurs enfants, leur évitant de quitter les bancs d'écoles pour travailler ou se marier.

L'IRC met en lien les femmes désirant travailler et les entreprises locales. Les volontaires ont la possibilité d'effectuer un apprentissage «vert» dans les secteurs suivants: recyclage, ressources renouvelables et agriculture. «La plupart des employées continuent ensuite à travailler dans l'entreprise au sein de laquelle elles ont accompli leur formation», note Ra'eda Nimrat.

L'ONG offre aussi une formation commerciale qui comprend plusieurs volets: l'établissement d'un budget, la planification des activités et le service à la clientèle notamment. Les participantes qui souhaitent développer une microentreprise peuvent demander, après l'élaboration d'un plan d'affaires, une subvention. Grâce au soutien de l'IRC, Nadia, une Syrienne de 43 ans, a créé un atelier de couture. Elle a acquis une machine à coudre pour fabriquer des vêtements, puis s'est associée à un Jordanien. «Nous avons loué un local et démarré le projet avec deux machines à coudre», relève-t-elle. L'entreprise compte désormais dix employés, des Syriens et des Jordaniens.

Le rêve de Nadia? «Posséder d'ici à cinq ans une fabrique de vêtements et une marque déposée.» Aimant transmettre ses connaissances, cette mère de quatre enfants dispense bénévolement des cours de couture dans un centre de l'IRC: «J'ai formé près de 200 femmes jusqu'ici», raconte-t-elle. Arrivée en Jordanie en 2013, elle se félicite d'avoir «trouvé un moyen de renforcer sa résilience économique et celle d'autres membres de sa communauté». «La plus belle chose dans la vie est d'être indépendante», confie-t-elle. ■

### DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES LOCALES

Pour améliorer davantage encore la qualité de l'aide apportée aux victimes de violences conjugales, l'International Rescue Committee renforce les compétences techniques et organisationnelles des services étatiques ainsi que de deux associations communautaires locales. Les collaborateurs et collaboratrices des organisations Institute for Family Health et Jowomenomics bénéficient d'une formation sur le conseil individuel et de groupe, la collecte de données et les outils de sensibilisation entre autres.

<https://www.rescue.org>  
[https://irckhf.org/sister\\_organizations/institute-for-family-health/](https://irckhf.org/sister_organizations/institute-for-family-health/)  
<https://www.jowomenomics.org/en/Home>

Prise de position du Conseiller fédéral Ignazio Cassis

## DIPLOMATIE SCIENTIFIQUE ET COOPÉRATION INTERNATIONALE

Ce numéro d'*Un seul monde* est consacré à la recherche et au développement. Il présente les défis et les facteurs de réussite en matière de politique de développement, car il est important que le progrès scientifique et les réalisations technologiques soient également mis au service de la coopération internationale (CI).

Un coup d'œil sur la stratégie CI 2021-2024 confirme l'importance cruciale de la science: les solutions qu'elle propose renforcent l'efficacité de la coopération au développement et permettent d'évaluer les objectifs. On se rapproche ainsi de la politique à laquelle la DDC est attachée et qui repose sur des faits scientifiquement prouvés.



© Keystone/Alessandro della Valle

---

**« SEUL LE CYCLE DES ESSAIS ET DES ERREURS REND L'INNOVATION POSSIBLE. »**

---

En tant que médecin et politicien, j'attache de l'importance à cette approche. « Pour moi », explique le prix Nobel norvégien Ivar Giaever, « le plus beau moment d'une expérience est toujours celui où je découvre si l'idée émise était bonne ou mauvaise. C'est pourquoi un échec peut aussi être bénéfique. » Seul le cycle des essais et des erreurs rend l'innovation possible. Nous devons donc avoir la liberté de penser par nous-mêmes, d'agir de manière indépendante et d'assumer nos propres responsabilités. L'esprit critique est au cœur de notre développement social; il l'est aussi pour la coopération internationale.

La convergence des sciences entraînera une accélération du progrès technique.

Il sera d'autant plus important d'anticiper le débat social autour des nouvelles technologies pour que celles-ci soient mises au service de l'humain et n'entraînent pas une concentration du pouvoir.

Les innovations qui se dessinent dans le domaine de la physique quantique, de l'intelligence artificielle, de l'augmentation artificielle des capacités humaines et de la géo-ingénierie modifieront fondamentalement le comportement des individus et, partant, leur façon de vivre ensemble. En tant que pôle d'excellence de la gouvernance internationale, la Suisse doit comprendre les enjeux du futur, en identifiant les risques et les opportunités de manière à ce que chacun puisse en tirer le meilleur parti possible.

La Suisse accueille l'un des plus importants centres de gouvernance mondiale. Grâce à son excellence scientifique et diplomatique, elle est prédestinée à jouer un rôle pivot dans la gouvernance du

21<sup>e</sup> siècle. C'est la raison pour laquelle le Conseil fédéral, en collaboration avec les autorités genevoises, a créé en 2019 la fondation « Geneva Science Diplomacy Accelerator » (GESDA).

En association avec les meilleurs chercheurs internationaux et en nous appuyant sur leurs compétences diplomatiques de haut niveau, nous cherchons à anticiper les technologies futures et à en débattre avec toutes les parties prenantes. Cette démarche aura également des répercussions positives sur la coopération internationale. ■

# DES INFIRMIÈRES BIEN FORMÉES POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DES PATIENTS

Le personnel infirmier joue un rôle central dans les soins de santé, la promotion d'une vie saine et la prévention des maladies. Une réalité qui s'applique aussi à la Bosnie et Herzégovine, où la DDC soutient un projet visant à renforcer le secteur des soins.

Texte : Luca Beti

«Je rends régulièrement visite à la famille Husarkic. Le père souffre du diabète, la mère d'hypertension, tandis que les enfants, devenus parents récemment, sont au chômage et fument», explique Samira Sejdinovic, une infirmière qui s'occupe depuis neuf ans de familles défavorisées dans la ville de Tuzla, en Bosnie et Herzégovine. Outre le soin délivré à des patients qui ne peuvent pas se rendre à l'hôpital, Samira Sejdinovic contribue à la prévention contre les maladies non transmissibles et encourage un mode de vie sain parmi la population. Comme dans le reste du monde, la Bosnie et Herzégovine est confrontée au vieillissement de sa population et à l'augmentation des maladies non transmissibles, telles que le cancer, les affections respiratoires chroniques ou les pathologies cardiovasculaires, qui représentent chaque année 80 % des décès dans le pays.

## Traitement et prévention

Pour favoriser une vie saine et le bien-être de la population, comme le stipule l'Objectif 3 de développement durable fixé par l'Agenda 2030 de l'ONU, le secteur des soins infirmiers de Bosnie et Herzégovine doit être renforcé. Un projet soutenu par la DDC, en collaboration



avec les Hôpitaux universitaires de Genève (HUG), œuvre en ce sens. En 2011, une analyse a permis d'identifier un certain nombre de problèmes critiques dans le système de santé bosnien. En particulier, un nombre trop faible d'in-

La Bosnie et Herzégovine a besoin d'infirmières bien formées pour renforcer le secteur des soins de santé.

© DDC

firmières, dû à une valorisation insuffisante de la profession, ainsi que des lacunes dans les compétences pratiques et des tâches administratives trop nombreuses, notamment dans les hôpitaux.

«Il est fondamental de renforcer les capacités des infirmières, car ce sont elles, qui, en plus de s'occuper des patients à domicile, font de la prévention et du conseil, des activités essentielles pour réduire les décès causés par un mode de vie malsain», explique Alma Zukorlic, de l'Ambassade de Suisse à Sarajevo. Quelque 20 000 infirmiers et infirmières (93% sont des femmes), 6 000 médecins qui se voient déchargés de certaines tâches, et les patients vivant dans des régions éloignées, notamment les personnes âgées, les handicapés, les mères célibataires, les chômeurs et les personnes sans couverture d'assurance (environ 15 à 20% de la population), bénéficieront du renforcement du système de soins infirmiers.

La première phase du projet s'est déroulée de 2012 à 2017, la deuxième s'est terminée en novembre dernier. L'initiative poursuit trois objectifs principaux: soutenir la réforme de l'enseignement infirmier dans les écoles secondaires publiques en mettant les programmes d'études en conformité avec les normes de l'Union européenne; améliorer le recrutement des infirmières et la qualité des soins pour que la profession acquière un statut différent dans la société et que son importance soit reconnue par les médecins et les patients; enfin, promouvoir et accroître les soins dans les communautés défavorisées grâce à des services reconnus par les assurances et acceptés par les patients, permettant d'éviter le recours à des médecins spécialistes pour tous les types de soins.

«Nous avons mis en place un service similaire au service suisse de soins à domicile Spitex, explique Alma Zukorlic. Les personnes âgées ne sont pas les seules bénéficiaires. Tous les groupes d'âge sont concernés, y compris les nourrissons.» Du reste, les infirmières se concentrent uniquement sur les

soins de santé. Elles ne proposent pas d'autres services comme la distribution de repas chauds.

## Progrès et reculs

Au cours de la première phase, le modèle de soins à domicile a été introduit dans dix municipalités et plus d'un demi-million de personnes ont bénéficié des services fournis par des infirmières communautaires, à l'instar de Samira Sejdinovic. «J'aide les personnes en bonne santé et les malades issus de groupes défavorisés. Lors de ces rendez-vous, j'essaie également de sensibiliser les gens aux risques liés à une vie sédentaire et à un mode de vie malsain. Une sensibilisation qui permet de réduire le nombre d'hospitalisations», relève-t-elle.

Lors de la deuxième phase, le modèle sera étendu à douze municipalités supplémentaires, permettant d'atteindre 2,2 millions d'habitants, soit près de 60% de la population du pays. Des progrès significatifs ont également été réalisés au niveau de la formation. Cinq facultés soutenues par le projet ont adapté le programme de leurs cours aux directives européennes.

Malgré ces succès, tous les objectifs du projet n'ont pas encore été atteints. «Cela prend du temps, car il s'agit de processus très complexes, souligne Alma Zukorlic. La valorisation de la profession d'infirmière ne peut se faire du jour au lendemain. Son statut dans la société et dans le secteur de la santé doit évoluer.» Un changement qui passe par une sensibilisation, notamment des médecins. Ces derniers doivent responsabiliser davantage les infirmières dans le cadre des soins prodigués aux patients.

Il manque, par ailleurs, un registre complet et précis des profils et activités de formation des infirmières, qui permettrait d'avoir une vue d'ensemble. «Sans une telle base de données, il est difficile de gérer de manière systématique les

fonctions du personnel infirmier et les types de carrières qui correspondent à ces fonctions, note Alma Zukorlic. L'objectif est de répartir les ressources correctement et de manière équilibrée dans le système de santé.» ■

---

### RAPPORT SUR LES SOINS INFIRMIERS

En 2020, l'Organisation mondiale de la Santé a publié son premier rapport sur l'état des soins infirmiers dans le monde. D'après ce document, le nombre d'infirmières et d'infirmiers praticiens à l'échelle mondiale est insuffisant et leur formation ne répond pas de manière adéquate aux besoins pour atteindre la couverture sanitaire universelle aux niveaux national et mondial d'ici à 2030, comme le prévoit l'Agenda de développement durable de l'ONU. Six millions de nouveaux emplois doivent être créés au cours des dix prochaines années, la formation améliorée et le rôle des infirmières renforcé. Le rapport traite également de la mobilité internationale de ces travailleuses. Une infirmière sur huit travaille dans un pays autre que celui dans lequel elle est née ou a été formée. La migration doit être gérée et contrôlée pour éviter les pénuries de personnel et l'inégalité d'accès aux services de santé dans les pays à revenu faible ou intermédiaire.

*www.who.int (recherche: State of the World's Nursing Report 2020)*  
*www.fondacijafami.org*



# L'AIDE HUMANITAIRE EN PHASE D'INTROSPECTION

Le mouvement Black Lives Matter a relancé le débat autour du racisme structurel et du déséquilibre des pouvoirs dans les domaines de l'humanitaire, du développement et de la promotion de la paix. Un dialogue ouvert et honnête est nécessaire pour aborder ces problèmes ancrés dans l'ADN du secteur.

Texte : Luca Beti

Un travail d'introspection demande courage et conscience critique. C'est précisément ce qu'exigent les acteurs du mouvement Black Lives Matter de la part des organisations, des agences et des acteurs actifs dans les domaines de l'aide humanitaire et de la coopération internationale. Il est important de faire son introspection pour identifier le racisme, les dynamiques et les déséquilibres de pouvoir entre le Nord et le Sud, qui remontent à l'époque coloniale. «La gestion de l'aide humanitaire qui n'implique pas les communautés locales marginalisées, les laissant isolées et sans assistance, montre comment ce secteur continue de fonctionner selon les principes colonialistes», avance Lumenge Lubangu, représentant légal de l'Association des rescapés du massacre de Makobola, perpétré en décembre 1998 en République démocratique du Congo.

Comme près de 160 militants, universitaires, journalistes et professionnels du monde entier, Lumenge Lubangu a participé en novembre 2020 à une consul-

tation en ligne de trois jours, lancée par une coalition d'ONG britanniques. Le but était de partager des expériences, des recommandations et des idées sur le problème du racisme et les structures de pouvoir dans les secteurs de l'humanitaire, du développement et de la promotion de la paix. Sur la base des résultats des discussions, l'ONG Peace Direct a publié un rapport intitulé *Time to Decolonise Aid*. «L'objectif est de promouvoir le débat et d'encourager la décolonisation de l'aide humanitaire, de la coopération au développement et de la promotion de la paix pour que ces secteurs deviennent réellement inclusifs, en transférant le pouvoir et les ressources aux acteurs locaux», explique Shannon Paige, autrice du rapport.

## Logique eurocentrée

La décolonisation de l'aide humanitaire est un sujet récurrent. Il fait son retour dans l'actualité cinq ans après le Grand Bargain, un accord signé lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire qui s'est tenu à Istanbul en 2016. Malgré l'engagement pris par le secteur de s'attaquer aux inégalités du système, le pouvoir et l'aide économique n'ont pas encore été transférés aux communautés et aux acteurs locaux. Il y a de nombreuses raisons à cela, notamment une gestion de projet qui consolide les structures de pouvoir existantes.

«De nombreux programmes sont menés selon une logique eurocentrée qui remonte à l'époque des Lumières, explique Kimon Schneider, maître de conférences et initiateur d'un cours sur le sujet (voir encadré) proposé par le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ. C'est une logique qui a façonné le concept de progrès et de développement, ancré dans l'ADN du secteur humanitaire et imposé aux bénéficiaires de l'aide.»

### LA DÉCOLONISATION À L'UNIVERSITÉ

Du 1<sup>er</sup> au 5 novembre 2021, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ a proposé un cours intitulé «Decolonizing Aid». Les participants ont été sensibilisés à la manière dont les structures de pouvoir et les perceptions culturelles datant de l'époque coloniale influencent aujourd'hui encore la pratique de l'aide. Durant ce cours, des alternatives au développement ont été proposées et les conséquences de la décolonisation de l'aide illustrées.

Rapport *Time to Decolonise Aid*  
[www.peacedirect.org](http://www.peacedirect.org)  
 «Power Awareness Tool»  
[www.partos.nl](http://www.partos.nl)  
 Cours «Decolonizing Aid»  
<https://nadel.ethz.ch>

Bien que le secteur humanitaire - qui travaille ici dans un camp de réfugiés en Syrie - ait déclaré la guerre aux inégalités du système, le pouvoir et le soutien économique ne sont toujours pas, ou pas suffisamment, dévolus aux acteurs et aux communautés locales.

© Mohammad Abu Ghosh/Xinhua/eyevine/aiif

Un modèle occidental et postcolonial qui se manifeste dans différents domaines, notamment le recrutement. «Pourquoi pensons-nous qu'il est préférable d'engager un expert européen ou américain pour mettre en œuvre un projet dans le Sud? questionne Shannon Paige. Plutôt que de financer les déplacements des experts occidentaux, les ONG et les donateurs devraient investir dans les chercheurs locaux.» Le rapport *Time to Decolonise Aid* mentionne d'autres contextes où le racisme structurel est favorisé.

Dans la coopération au développement, on utilise souvent le terme «renforcement des capacités», un concept qui suggère que les communautés et les organisations locales manquent de compétences, perpétuant ainsi l'image du «sauvage» du Sud qui doit être «civilisé». En outre, les réunions entre acteurs internationaux et locaux se déroulent généralement en anglais (la langue dominante dans le monde de la coopération internationale), même lorsque les anglophones sont minoritaires. Le langage utilisé par les humanitaires est truffé de termes spécialisés et académiques. Ceux-ci empêchent souvent les collaborateurs locaux de participer activement à la discussion et consolident le système d'exclusion ainsi que le déséquilibre de pouvoir entre le Nord et le Sud.

#### UN OUTIL POUR IDENTIFIER LES DÉSÉQUILIBRES DE POUVOIR

Partos, l'association faïtière des ONG néerlandaises, a développé un outil permettant d'identifier les déséquilibres de pouvoir dans le processus décisionnel. Le «Power Awareness Tool» est actuellement utilisé par un certain nombre d'organisations néerlandaises, qui peuvent ainsi réfléchir aux relations entre les ONG internationales et locales. Il vise à améliorer la compréhension du fonctionnement des relations de pouvoir et à faciliter le transfert de ce pouvoir aux acteurs du développement local.

«Qui définit ce qu'est la connaissance? s'interroge Kimon Schneider. Qui décide que les connaissances locales et autochtones sont moins importantes que celles de l'Organisation mondiale de la Santé ou d'un professeur d'université?». Conscients du problème, de nombreux donateurs, ONG et agences encouragent l'échange d'informations Sud-Sud. Cependant, là aussi, l'évaluation des connaissances s'effectue selon les valeurs et les modèles occidentaux.

#### «DE NOMBREUX PROGRAMMES SONT MENÉS SELON UNE LOGIQUE EUROCENTRÉE QUI REMONTE À L'ÉPOQUE DES LUMIÈRES.»

Kimon Schneider

Enfin, citons encore les collectes de fonds qui s'appuient sur des images d'enfants affamés ou de milliers de personnes attendant de la nourriture pour susciter l'empathie et ainsi récolter des dons. Ces clichés consolident l'imaginaire collectif selon lequel l'Africain est impuissant et dépendant de l'Occident, du «sauveur blanc».

#### Délocaliser les décisions

«Cela fait des décennies que l'on parle d'une manière ou d'une autre de décolonisation de l'aide. Malgré les efforts déployés pour transférer le pouvoir au Sud, il n'y a pas eu de progrès substantiels. Bien qu'il y ait une plus grande prise de conscience de la question, on est resté plus ou moins au statu quo», souligne Kimon Schneider. Le problème du racisme dans la coopération internationale est difficile à aborder. On part souvent du principe que les acteurs du secteur ne peuvent pas être racistes, parce qu'ils sont des gens «bien» qui sacrifient leur vie pour aider les personnes défavorisées dans les pays du Sud.

Pourtant, il existe des comportements inconscients et ritualisés. Aux yeux de

Lumenge Lubangu, la clé du changement réside dans l'implication des acteurs locaux. «Sans la communauté locale, on n'arrive à rien», soutient l'activiste, qui se souvient de sa participation à une consultation des Nations Unies visant à élaborer des stratégies de prévention et d'atténuation de la violence dans l'est de la République démocratique du Congo. «Les forces de l'ONU sur le terrain appliquent mes propositions, prises comme modèle pour gérer l'insécurité dans la région. Les premiers résultats sont prometteurs.»

#### Espaces de dialogue

Le rapport de l'ONG Peace Direct formule d'autres recommandations. Il demande, par exemple, aux donateurs, aux organisations et aux décideurs politiques de reconnaître l'existence d'un racisme structurel. «Cela ne signifie pas qu'il faille nier le bien que fait le secteur ou rejeter la coopération internationale. Il existe toutefois une responsabilité collective face à ce problème», peut-on lire dans le document.

La création d'espaces de dialogue et de confrontation sur les déséquilibres de pouvoir du système est également proposée. Objectif: promouvoir la création de partenariats plus équitables avec les communautés locales et favoriser la décentralisation de la prise de décision, en la transférant vers le Sud. Une idée également soutenue par Kimon Schneider: «Nous avons besoin d'un dialogue constructif entre personnes provenant du monde entier pour créer un monde meilleur. L'élément crucial est l'attitude, qui doit être humble, autocritique, ouverte et consciente.» Selon Shannon Paige, le rapport *Time to Decolonise Aid* n'est que le début du processus que l'aide humanitaire et la coopération internationale doivent entreprendre. «Le débat sur la décolonisation de l'aide est important, mais pas suffisant. Nous avons besoin d'une transformation des structures de pouvoir.» ■

Carte blanche

# UN ESPACE DE SÉCURITÉ ET DE LIBERTÉ

LE CAMBODGE SE SITUE À LA 144<sup>E</sup> PLACE SUR 180 PAYS DANS LE CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE.

Les journalistes cambodgiens s'inquiètent de la création par le gouvernement d'une nouvelle commission d'éthique devant veiller à la déontologie de leur profession. Une annonce qui intervient dans un contexte de répression continue des médias indépendants et de la société civile. La commission comprend plus de dix fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de l'Information, sur un total de quinze membres, ce qui a fait sursauter les organisations internationales de surveillance des médias et les journalistes.

«Il n'y absolument aucune transparence quant aux décisions que la commission est censée rendre. Sur quelles bases va-t-elle décider que tel ou tel journaliste n'a pas respecté la déontologie?», relève Daniel Bastard, responsable du bureau Asie-Pacifique chez Reporters sans frontières (RSF). Selon lui, la procédure est «totalement arbitraire».

Meas Sophorn, porte-parole du ministère de l'Information, a de son côté indiqué au média en ligne local *Thmey Thmey* que la commission utilisera le renforcement positif et négatif. Cette dernière «félicitera» les médias et les journalistes qui font bien leur travail, tandis qu'elle «identifiera et sanctionnera» ceux qui violent les normes éthiques et professionnelles. «Il s'agit de s'assurer que ces personnes modifient leur ligne de conduite.»

De longue date, Phnom Penh réprime les médias et les journalistes indépendants qui publient des articles critiques envers le gouvernement ou des personnes influentes. Le Cambodge se situe à la 144<sup>e</sup> place sur 180 pays dans le Classement mondial de la liberté de la presse établi par RSF en 2021. Le pays n'a

cessé de reculer ces cinq dernières années. «Le Cambodge est mal classé pour différentes raisons: le cadre juridique en matière de liberté de la presse est insatisfaisant, les pressions politiques fortes, la concentration des médias importante et le niveau d'autocensure élevé», précise Daniel Bastard.

En 2017, le *Cambodia Daily*, quotidien anglophone local et indépendant, a cessé de paraître après avoir été frappé d'une amende exorbitante, de plus de six millions de dollars, par le gouvernement. Deux de ses anciens reporters ont été inculpés pour «incitation à commettre un crime», après avoir interrogé des citoyens sur un vote. L'un d'entre eux a fui le pays et demandé l'asile aux États-Unis. La même année, le journal indépendant *Phnom Penh Post* a été vendu à un éditeur malaisien ayant des liens avec le gouvernement, après avoir écopé lui aussi d'une lourde facture fiscale. Des dizaines de stations de radio qui servaient de relais aux médias internationaux se sont vu retirer leur licence.

«Les médias et journalistes indépendants reçoivent rarement le soutien du gouvernement. Au contraire, ils sont fréquemment menacés par les autorités», souligne Ith Sothoeuth, directeur des médias au Cambodian Center for Independent Media. «Je crains que la commission ne soit utilisée pour justifier ce genre d'actions, ajoute-t-il. Nous ignorons en outre quelles sanctions elle pourrait imposer et dans quelle mesure les jugements rendus seront équitables.»

En 2020, Freedom House, une organisation basée aux États-Unis, a classé le Cambodge parmi les pays «non libres», soit ceux qui restreignent les libertés

civiles et politiques. Selon la journaliste indépendante Kong Meta, «personne ne devrait être autorisé à nous dire ce que nous pouvons faire ou ne pas faire. Tous les journalistes professionnels que nous connaissons respectent le code de déontologie», assure-t-elle. Et de conclure: «Nous avons urgemment besoin d'un espace de sécurité et de liberté qui nous permette d'exercer notre métier de manière indépendante et professionnelle pour rendre des comptes à notre public et non à une commission.» ■



**BOPHA PHORN** est journaliste indépendante à Phnom Penh. Elle a travaillé six ans au quotidien *The Cambodia Daily*, en tant que journaliste et éditrice. Elle a aussi enseigné le journalisme à temps partiel à l'Université de Phnom Penh. Bopha Phorn a effectué un stage à l'agence Associated Press à New York, avant de travailler chez ABC. Elle a également collaboré avec Voice of America, Al Jazeera, le Consortium international des journalistes d'investigation et la *Nikkei Asian Review*. Elle a reçu, en 2013, le prix du «Courage en journalisme» de l'International Women's Media Foundation pour son article sur la déforestation illégale. Elle a contribué à une anthologie intitulée *Phnom Penh Noir* ainsi qu'à l'ouvrage *When We Are Bold*, présentant des femmes exceptionnelles du monde entier.

# LE CINÉMA TUNISIEN, ENTRE L'ÉGYPTE ET LA FRANCE

En 2021, *L'homme qui a vendu sa peau* a été la première production tunisienne à figurer parmi les cinq finalistes pour l'Oscar du meilleur film international. Sa réalisatrice Kaouther Ben Hania appartient à une génération qui a renouvelé les thèmes abordés après le Printemps arabe par le cinéma tunisien. Coup de projecteur signé Walter Ruggie\*.

Pendant des décennies, le cinéma du Maghreb était dominé par les métropoles cinématographiques du Caire et de Bombay. Les mélodrames égyptiens, les épopées de Bollywood et leurs stars sont très populaires. Mais il existe aussi une industrie du film tunisien, à laquelle le Printemps arabe a donné un nouveau souffle, même si les rêves de la jeunesse mobilisée ne se sont pas tous réalisés. Dans la foulée du 14 janvier 2011, le mouvement a au moins fait tomber le régime de Ben Ali et ouvert de nouvelles perspectives. La Tunisie ne se borne plus à servir de décor aux grosses productions internationales comme *Jésus de*

*Nazareth*, *Star Wars*, *Indiana Jones* ou *Le Patient anglais*. Des films plus libres et critiques sur le plan social y sont tournés.

Le cinéma tunisien oscille entre l'Égypte et la France. Après le retrait des Français suite à l'Indépendance de 1956, des liens subsistent à travers la langue, la migration, les enchevêtrements culturels mais aussi une culpabilité qui se traduit par un engagement financier, y compris cinématographique. Les films tunisiens réalisés sans financement français sont rarissimes. Une aide qui n'est pas désintéressée, car la France en

profite à plusieurs niveaux, faisant tourner ses infrastructures et profitant des droits cinématographiques acquis. En Tunisie, pays de douze millions d'habitants, une grande partie des 41 salles de cinéma appartient à des Français et est gérée depuis Paris, comme le premier multiplex de Tunis ouvert par Pathé Gaumont en 2018.

## Influence sur le cinéma français

Les cinéastes du Maghreb se forment à Paris, acquièrent de l'expérience sur des productions françaises et ont souvent



- 1 *Satin rouge* de Raja Amari.
- 2 *À peine j'ouvre les yeux* de Leyla Bouzid.
- 3 *La Belle et la meute* de Kaouther Ben Hania.
- 4 *Fatma* de Khaled Gorbali.
- 5 *Le Collier perdu* de Nacer Khemir.

© trigon-film

deux domiciles, voire deux passeports. Certains restent et contribuent au cinéma français, comme le Tunisien d'origine Abdellatif Kechiche qui a remporté la Palme d'Or au festival de Cannes (*La vie d'Adèle*, 2013). Son film tourne autour de ce qu'un homme imagine être une relation lesbienne, avec une liberté qui serait impossible en Tunisie. D'autres réalisatrices et réalisateurs optent pour une évocation poétique du pays de leurs parents, comme Manele Labidi, née en France, avec *Un divan à Tunis* (2019). D'autres encore choisissent d'aborder la situation de la jeunesse arabe en France, comme Mehdi Charef (*Le Thé*



3



4



2



5

au harem d'Archimède, 1985) ou Leyla Bouzid avec *Une histoire d'amour et de désir*, présenté à Cannes en 2021. Le film relate la difficile libération d'un jeune musulman à Paris, marqué par la religiosité de ses parents qui tranche avec le monde extérieur.

Leyla Bouzid est née en 1984 dans une famille d'artistes. Son père, Nouri Bouzid, est un cinéaste respecté en Tunisie, qui s'attaque dès 1992 au tourisme sexuel dans son pays avec des films comme *Bezness*. Sa fille Leyla a suivi une formation cinématographique à Paris. Peu avant la révolution à Tunis, elle réalise son film de fin d'études *Soubresauts*. Son premier long métrage, *À peine j'ouvre mes yeux*, raconte une histoire qui se déroule juste avant les événements de 2011, mais qui n'aurait pas pu être tournée à l'époque. Ce film sorti en 2014 dresse le portrait vibrant d'une jeune femme en lutte contre les structures machistes, qui prend son envol avant de retomber sur le sol de la réalité.

## Les réalisatrices donnent le ton

Dans le contexte du cinéma du Maghreb, la Tunisie se distingue par une forte proportion de réalisatrices. «Si nous avons obtenu quelque chose depuis la révolution, c'est la possibilité de parler enfin», déclare la Tunisienne Kaouther Ben Hania, née en 1977. Un grand soulagement, dit la cinéaste, car, en parlant, on peut aussi se libérer de fardeaux. Elle considère la forme documentaire, qu'elle a elle-même pratiquée (*Le Challat de Tunis*, 2013), comme «symptomatique du besoin de réel, après la dictature qui nous a emprisonnés dans un monde aseptisé, kitsch et stéréotypé».

L'ambition de Kaouther Ben Hania est claire: «J'ai voulu parler de toutes les femmes dont la voix n'est pas entendue.» Elle tend le miroir aux hommes, démasquant la réalité sociale. Son premier long métrage, *La Belle et la meute* (2017), décrit l'odyssée nocturne d'une jeune femme qui veut porter plainte,

après un viol par deux policiers. La production a été soutenue par le nouveau ministère de la Culture, ce que la réalisatrice considère comme un «geste fort dans un contexte de pessimisme généralisé en Tunisie, un signe que les choses commencent à changer».

Les entretiens avec elle et d'autres cinéastes de Tunisie reflètent ce que l'on peut également observer dans les films de ces dernières années: le cinéma sort des sentiers battus. Il reconquiert la vie en narrant les histoires, en évoquant les rêves et en exorcisant les peurs des humains. Ce qui ne veut pas dire que les films d'avant 2011 étaient inintéressants. *Halfaouine* de Férid Boughedir (1990) fait ainsi le récit d'une adolescence, tandis que *Satin rouge* de Raja Amari (2002) aborde les rapports mère-fille et les contradictions du rôle de la femme dans une société dominée par les hommes. D'autres œuvres présentent le quotidien familial ou traitent de sujets tabous comme celui des violences sexuelles au sein de la famille, lourdes de conséquences pour la victime mais pas pour l'auteur (*Fatma* de Khaled Ghorbal, 2001). Alors que les films du poète Nacer Khemir cultivent la tradition narrative arabe, évoluant dans des espaces mystiques intemporels et racontant la quête de l'amour ou la magie des derviches (*Bab'Aziz*, 2005).

## Surmonter la peur

Après la révolution, les variations cinématographiques au niveau du contenu et de la forme se multiplient. On découvre un homme qui doit choisir entre deux femmes représentant chacune un monde totalement différent (*Hedi* de Mohamed Ben Attia, 2016) ou un déserteur retiré dans une forêt, où il rencontre une jeune femme enceinte qui s'est enfuie de chez elle (*Tlames* d'Ala Eddine Slim, 2019). La grande pionnière Moufida Tlatli, décédée cette année, a travaillé comme monteuse pour un grand nombre de réalisateurs arabes, avant de devenir la première femme du monde arabe à réaliser un long mé-

trage en 1994: *Les Silences du palais* est un chef-d'œuvre du cinéma tunisien, qui nous emmène dans les profondeurs de la société, où règnent le silence (des femmes) et la peur.

Si les cinéastes tunisiennes n'ont plus peur et sont capables de briser le silence des femmes, elles doivent beaucoup à Moufida Tlatli. Avec *L'homme qui a vendu sa peau*, première production tunisienne à atteindre la liste finale des Oscars en 2021, Kaouther Ben Hania prouve que la nouvelle liberté porte ses fruits. Son film raconte l'histoire d'un réfugié syrien bloqué en Jordanie qui parvient à se rendre en Europe en tant qu'œuvre d'art: pour obtenir ce qui lui est refusé en tant qu'être humain, il doit se transformer en marchandise. ■

\* *Walter Ruggie est journaliste et ancien directeur (de 1999 à 2020) de trigon-film, fondation suisse qui diffuse des films en provenance d'Afrique, d'Amérique du Sud et d'Europe de l'Est.*



## POUR LA PLANÈTE, POUR LES HUMAINS

### The International Cooperation Forum, Switzerland

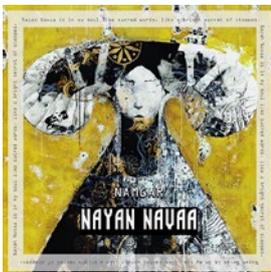
Quel rôle peut jouer la coopération internationale dans la lutte contre le changement climatique? Comment doit-elle évoluer pour y parvenir? Comment ses actions peuvent-elles être plus écoresponsables et climatiquement neutres? Comment peut-elle agir sur plusieurs fronts pour freiner le phénomène, atténuer les risques et accroître la résilience des populations? Où en sommes-nous aujourd'hui et quels seront les effets du changement climatique par rapport aux Objectifs de développement durable fixés par l'Agenda 2030 de l'ONU? Pour tenter de répondre à ces questions, la DDC, en collaboration avec différents partenaires, organise du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2022 à Genève un congrès international. Cette première édition abordera les problématiques du renforcement et de l'efficacité de la coopération internationale face aux défis climatiques. Des expertes et experts internationaux provenant de divers domaines (sciences, politique, société

civile, coopération internationale) participeront à cet événement, dont l'objectif premier est la recherche de solutions. La parole sera aussi donnée à des voix critiques issues de la sphère scientifique, du monde politique et de la société civile. Le congrès fera également la part belle à la jeunesse. Par le biais du concours «Together we're better» et de l'initiative «One Million Youth Actions Challenge», les jeunes auront l'occasion d'échanger et d'approfondir leurs connaissances, tout en renforçant leur engagement envers la coopération internationale.

«For the Planet. For the People. The International Cooperation Forum, Switzerland»; du 31 mars au 1<sup>er</sup> avril 2022, Genève - Centre international de Conférences Genève (CICG). Le congrès se tiendra sous une forme hybride et neutre en matière de CO<sub>2</sub>. [www.icforum.swiss](http://www.icforum.swiss)

## MUSIQUE

### DIALOGUE FASCINANT



(er) La gamme vocale de Namgar Lkhasaranova est unique: sa voix s'élève puis redescend, développant des tonalités tantôt claires, tantôt graves, entre la douceur et l'énergie. La chanteuse a grandi

dans la république russe de Bouriatie. Le chamanisme tibétain pratiqué par les nomades de la région se retrouve dans ses chansons. Avec des musiciens originaires de Bouriatie, de Russie, de Norvège et du Canada, Namgar Lkhasaranova crée des visions musicales évoquant les steppes et les chaînes de montagnes, les forêts et les lacs. Les instruments yatag (cithare à treize cordes), chanza (luth à trois cordes), morin khuur (instrument à deux cordes) et la guimbarde khomus contribuent à cet univers sonore mongol. Ils sont rejoints par une batterie, une basse électrique et une guitare qui infiltrent des nuances rock et pop pour tisser un dialogue fascinant entre tradition et modernité.

Namgar, Nayan Navaa (*Arc Musi/Naxos*)

### «LE ROSSIGNOL DE TOMBOUCTOU»



(er) Dans son pays natal, le Mali, elle est vénérée comme le « rossignol de Tombouctou ». La chanteuse Khaira Arby, décédée en 2018, a élevé sa voix gutturale, puissante et parfois stridente contre le mariage forcé, qu'elle a elle-même subi. Elle a dénoncé les mutilations génitales féminines et la

corruption dans plusieurs langues: arabe, bambara, tamasheq, songhai et français. En 2012, elle a fui Tombouctou, car les islamistes menaçaient de lui couper la langue. Deux ans auparavant, elle avait articulé ses aspirations sociales et spirituelles à New York lors de son premier concert aux États-Unis, dont l'enregistrement est aujourd'hui publié à titre posthume. Une performance électrisante, avec des accents rock et des cordes traditionnelles, des polyrythmes captivants et une texture musicale complexe, sans oublier une touche de blues du désert. *Khaira Arby*, New York Live (*Clermont Music*)

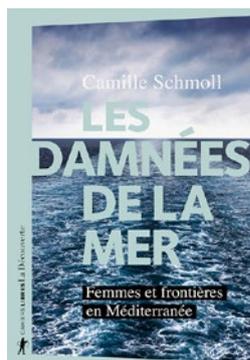
### JOYEUX DOPAGE



(er) Reggae, ska, rumba, cumbia et boléro forment une ronde entraînante et deviennent le style métis que l'ensemble espagnol Amparanoia célèbre de manière incomparable. Ce dernier a connu un grand succès au tournant du millénaire. Après une longue pause, la charismatique Amparo Sánchez et son groupe reviennent avec le CD *Himnopsis Colectiva*. Le titre est un jeu de mots entre hymne, hypnose et communauté, reflétant la dépression du confinement lié au Covid-19, mais aussi la force positive de la musique. Interprétées par la chanteuse de 52 ans à la voix expressive et chaleureuse, les paroles reprennent les petits événements de la vie quotidienne. Carmen Niño (basse), Maylin Johoy (batterie) et Angie Lofer (clavier) ainsi que Willy Fuego (guitare) et José Alberto Varona (trompette) la soutiennent avec virtuosité, pour un joyeux dopage et un retour progressif à la normalité. *Amparanoia*, *Himnopsis Colectiva* (*Mamit Records/Galileo Music*)

### LIVRES

#### FÉMINISER LE REGARD PORTÉ SUR LES MIGRATIONS



(zs) Les femmes sont plus nombreuses que l'on ne le croit à traverser, seules, la Méditerranée. Elles sont même légèrement majoritaires dans la migration vers l'Europe (51%). Camille Schmoll, géographe spécialisée dans les questions migratoires depuis plus de vingt ans, a recueilli leurs témoignages en Italie et à Malte. Cette enquête au long cours expose les causes multiples de leur départ, leur désir d'émancipation, les épreuves qu'elles traversent. Peur et violence sont omniprésentes. Mais ces femmes se révèlent extrêmement résilientes. « Si elles sont des survivantes, elles sont également des aventurières, des stratèges, des meneuses parfois. » Ce sont ces différentes facettes que l'auteure explore, ainsi que la « vie à la frontière ». « Comment vit-on et survit-on à la frontière ? », telle est la question qui constitue le fil conducteur de l'ouvrage. Avec, au final, une meilleure compréhension des parcours féminins aux frontières méridionales de l'Europe. *Camille Schmoll*, *Les damnées de la mer. Femmes et frontières en Méditerranée*, *La Découverte*, Paris, 2021

#### LA LIBERTÉ, ENFIN



(zs) « Voir cette foule immense est un réconfort indéfinissable, mais je demeure inquiète. Que va-t-il nous arriver ? » Le

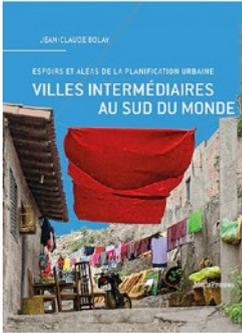
6 avril 2019, Alaa Salah, étudiante en architecture originaire de Khartoum, surplombe une foule de milliers de contestataires. Perchée sur le toit d'une voiture, vêtue d'une tige blanche, un index rageur pointé vers le ciel, elle déclame sa poésie révolutionnaire. L'image est aussitôt relayée sur les réseaux sociaux. La jeune femme est alors propulsée au rang d'icône du soulèvement soudanais. Dans cet ouvrage, Alaa Salah relate avec force détails les mois de manifestations qui ont précédé la chute du général Omar el-Béchir, le 11 avril 2019. Sa génération n'a connu que la dictature. Elle revendique désormais la liberté. Un récit vibrant et engagé. *Alaa Salah*, *Le chant de la révolte. Le soulèvement soudanais raconté par son icône*, *Éditions Favre*, Lausanne, 2021

#### RENCONTRE AVEC UNE GRANDE VOIX



(zs) Née Française au Bénin en 1960, la chanteuse Angélique Kidjo a grandi dans une famille de dix enfants. Elle dit avoir reçu « une éducation atypique ». « Mes parents étaient féministes: filles comme garçons, nous allions tous à l'école et participions équitablement aux tâches ménagères. (...) Nous avons appris à associer la tête et le cœur à nos réflexions. Cela me définit bien: je suis cette personne à qui on a enseigné la tolérance. Et la musique, bien sûr, est inscrite au cœur de ma personnalité. Mon père jouait du banjo, ma mère chantait. C'est elle qui m'a appris à chanter. » En 1983, ne pouvant plus s'exprimer en tant qu'artiste en raison de la dictature, Angélique Kidjo rejoint la France pour continuer à chanter librement. Elle a reçu à ce jour quatre Grammy Awards dans la catégorie « musique du monde ». À travers sa musique, la militante entend unir les peuples et les cultures. « Avant d'être femme, avant d'être noire, je suis un être humain », souligne-t-elle. Une histoire de vie passionnante et attachante. *Angélique Kidjo*, *Je chemine avec...*, *Entretiens menés par Sophie Lhuillier*, *Éditions du Seuil*, Paris, 2021

## LES ENJEUX DU DÉVELOPPEMENT URBAIN AU SUD



(zs) Les villes intermédiaires comprennent une grande variété d'activités économiques, sociales et culturelles. Elles constituent d'importants espaces de jonction entre zones rurales et réseaux urbains. Or, leur développement en matière d'urbanisme reste largement délaissé par les politiques publiques. Dans cet ouvrage, le professeur de l'EPFL Jean-Claude Bolay étudie plusieurs villes: Koudougou (Burkina Faso), Montes Claros (Brésil), Nueve de Julio (Argentine) et Chau Doc (Vietnam). Au travers de ces exemples, il aborde notamment la pauvreté et les disparités sociales, les risques environnementaux et le développement durable, le commerce et le tourisme. L'auteur promeut une planification urbaine qui lutte contre la précarité et encourage une ville inclusive, adaptée aux besoins de ses habitants. *Jean-Claude Bolay, Villes intermédiaires au Sud du monde. Espoirs et aléas de la planification urbaine, MétisPresses, Genève, 2021*

## FORMATION CONTINUE

### DIPLÔMES POSTGRADES

Au semestre de printemps 2022, le Centre pour le développement et la coopération (NADEL) de l'EPFZ propose les formations continues suivantes:

- Planning and Monitoring of Projects (28.2-4.3)
- Fragile Contexts - the Nexus between Humanitarian Aid, Peace Processes and Development (7.3-11.3)
- Towards Food and Nutrition Security (14.3-18.3)
- Evaluation of Projects and Programs (21.3-25.3)
- Mediation Process Design: Supporting Dialog and Negotiation (28.3-1.4)
- ICT4D - Concepts, Strategies and Good Practices (4.4-8.4)
- Contemporary Development Debate - Fighting Extreme Poverty in the 21st Century (11.4-13.4)
- M4P - Making Markets Work for the Poor (2.5-6.5)
- Gestion financière de projets (9.5-12.5)
- Disaster Risk Reduction (16.5-18.5)
- Leveraging Private Impact Investors in Development Cooperation (23.5-24.5)
- Advanced Monitoring and Evaluation in Learning Organizations (30.5-1.6)
- Gender and Economics (13.6-17.6)

*Renseignements et inscriptions:*

[www.nadel.ethz.ch](http://www.nadel.ethz.ch)

## COUP DE CŒUR



### Yodel, krimanchuli et joik

**Nadja Räss, professeure de yodel à la Haute école spécialisée de Lucerne, apprécie le regard au-delà des frontières.**

En tant que yodleuse, mes racines sont naturellement en Suisse, où j'ai grandi avec la tradition, la culture et le chant. J'ai toujours été fascinée par le yodel. Chaque voix a ses caractéristiques et son timbre. À mes yeux, c'est dans le chant traditionnel que ces particularités ressortent le mieux. Le chant m'a emmenée dans de nombreux endroits et pays, au Japon, aux États-Unis ou en Afrique. J'aime regarder au-delà des frontières, y compris dans le yodel. Je découvre sans cesse des parallèles avec le yodel, par exemple dans le joik, un chant chamanique du peuple sami. Tout comme le yodel, il se passe de mots. Et le caractère interpellatif, typique du yodel, se retrouve également dans les chants africains. Je garde un souvenir fort d'un concert au festival Klangwelt Taggenburg, où des yodleurs du val Muota ont chanté leur « jutz » avec une formation africaine du Congo. Outre les formes nouvelles et traditionnelles du yodel suisse, j'apprécie énormément les projets avec des chanteuses d'autres cultures. J'ai ainsi eu la chance de chanter avec six autres femmes originaires du Congo, de Suède, de Géorgie, d'Ukraine et de Finlande. Anita du Congo apportait une composante rythmique, Tamar le chant typique géorgien krimanchuli, Leena de Suède le chant diddling, et ainsi de suite. Fondre la musique et les chants de ces pays en langage et communication à travers nos voix était tout simplement magique. La fascination de chanter réside également dans l'unité entre la voix et le corps. En découvrant d'autres techniques et d'autres cultures, j'explore des sons inconnus et des facettes nouvelles de ma propre voix. Quand j'écoute de la musique, c'est souvent de la musique folklorique scandinave. J'adore Wimme Saari, chanteur finlandais de joik, et le trio féminin suédois Irmelin avec son chant diddling.

*(Propos recueillis par Beat Felber)*

## IMPRESSUM

*Un seul monde* paraît quatre fois par année en français, en allemand et en italien. La version en ligne est également disponible en anglais.

### Éditeur

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

### Comité de rédaction

Patricia Danzi (responsable), Barbara Hell (coordination globale), Beat Felber, Luana Nava, Marie-Noëlle Paccolat, Charlotte Stachel, Özgür Ünal

### Rédaction

Beat Felber (bf - production), Luca Beti (lb), Zélie Schaller (zs), Samuel Schlaefli (sch), Christian Zeier (cz)

Courriel: [info.deza@eda.admin.ch](mailto:info.deza@eda.admin.ch)

### Réalisation, Photolitho et impression

Stämpfli SA, Berne

### Reproduction

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

### Abonnements et changements d'adresse

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de: Communication DFAE, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne.

Courriel: [deza@gewa.ch](mailto:deza@gewa.ch)

Imprimé sur papier blanchi sans chlore et expédié sans film d'emballage pour protéger l'environnement.

**Tirage total:** 47 400 exemplaires

**Couverture:** Recherche de variétés de riz plus résistantes à l'Institut international de recherche sur le riz aux Philippines.

© Luis Liwanag/NYI/Redux/laif

ISSN 1661-1675

[www.un-seul-monde.ch](http://www.un-seul-monde.ch)  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

**« Notre premier objectif, ce ne sont pas les publications scientifiques, mais des produits concrets, utiles aux gens. »**

Jean Claude Rubyogo, page 8

---

**« Le courage vient de la peur. Nous ne voulons pas retrouver la chape de plomb de la dictature militaire. »**

Sajiai, page 22

---

**« De nombreux parents pensent que, lorsque leurs filles saignent, c'est parce qu'elles ont eu des rapports sexuels avec un homme. »**

Kaleab Getaneh, page 28

---